

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2812

[C - 2003/27572]

15 MAI 2003. – Décret portant approbation de l'accord de coopération relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement des stations-service (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'accord de coopération relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement des stations-service, conclu à Bruxelles, le 13 décembre 2002, entre l'Etat fédéral, le Gouvernement de la Région flamande, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Gouvernement de la Région wallonne est approuvé. Il sortira son plein et entier effet dès sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 mai 2003.

Le Ministre-Président

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil 423 (2002-2003) N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 29 avril 2003.

Discussion - Vote.

ANNEXE

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service

Vu l'article 173 de la Constitution coordonnée;

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du Conseil flamand du 28 juin 1985 relatif au permis d'environnement;

Vu la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, en particulier la rubrique 32-7 du tableau annexé à la loi, inséré par la loi du 24 décembre 1993;

Vu la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à parachever la structure fédérale de l'Etat, notamment les articles 6, § 1^{er}, II, 1^o, 2^o et 3^o, § 1^{er}, VI, 5^e alinéa, 8^o, et 92bis, § 1^{er};

Vu la loi du 24 décembre 1993 créant des fonds budgétaires et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, en particulier l'article 2;

Vu le décret du Conseil régional flamand du 22 février 1995 relatif à l'assainissement du sol;

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale relative aux permis d'environnement;

Vu la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant que les trois Régions ont adopté des normes environnementales visant à éviter à l'avenir que le sol ne soit encore gravement pollué à la suite de l'exploitation de stations-service;

Considérant que la pollution du sol résultant de l'exploitation de stations-service à une époque où une réglementation préventive ou suffisamment préventive n'était pas encore en vigueur, constitue un élément important de la pollution du sol et que l'assainissement de cette pollution du sol peut engendrer des frais considérables;

Considérant que le principe du "pollueur payeur" ne peut pas s'appliquer sans nuance à cette pollution du sol;

Considérant qu'il est recommandé dès lors de financer l'assainissement des stations-service ainsi polluées de manière alternative, notamment en constituant un fonds d'assainissement du sol de droit privé, placé toutefois sous le contrôle de l'autorité publique;

Considérant qu'il peut être créé à cet effet une personne de droit privé, ayant pour mission lors de la fermeture de stations-service de mettre en œuvre et de financer l'assainissement des sites ou terrains pollués où se trouvent ou se trouvaient des stations-service, au nom et pour compte des exploitants de stations-service, des occupants ou des propriétaires, et dans le cas de poursuite de l'exploitation de la station-service de conseiller, d'assurer le suivi administratif et de contrôler l'assainissement et de rembourser partiellement les frais d'assainissement, sur la base des cotisations obligatoires de toutes les entreprises soumises à accises qui commercialisent des huiles minérales sur le marché belge;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre de concert dans les trois Régions, des mesures visant à l'assainissement des sites et terrains pollués où se trouvent ou se trouvaient des stations-service afin, d'une part, d'éviter et de réduire les incidences sur l'environnement de ces sources de pollution, de manière à atteindre un haut niveau de protection de l'environnement, sans, d'autre part, perturber l'union économique et l'unité monétaire du pays;

Considérant que seul un accord de coopération ayant force de loi offre une garantie suffisante en vue de l'adoption d'une réglementation uniforme sur l'ensemble du territoire belge;

Considérant que le présent accord de coopération remplace l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service.

L'Etat fédéral, représenté par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports; la Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, le Ministre des Finances, le Ministre de l'Economie et le Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable;

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de son Ministre-Président et en la personne de la Ministre de l'Environnement;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de son Ministre-Président et en la personne du Ministre de l'Environnement;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et du Ministre de l'Environnement,

Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent accord est d'application directe.

Le présent accord s'applique à l'assainissement des sites pollués et vise son financement sans, de quelque manière que ce soit, porter atteinte aux droits et obligations des personnes et autorités publiques concernées, tels que définis dans les législations régionales.

Art. 2. Pour l'application du présent accord, il faut entendre par :

1° Pollution du sol : la pollution du sol et de la nappe aquifère, telle qu'elle est définie dans les législations régionales;

2° Assainissement du sol : le traitement de la pollution du sol, tel qu'il est défini dans les législations régionales;

3° Station-service : toute installation destinée à l'alimentation en hydrocarbures liquides des réservoirs des véhicules à moteur, pour autant qu'elle soit exploitée ou ait été exploitée au moins jusqu'au 31 décembre 1992 comme point de vente au public.

Ne sont pas compris dans la notion de "station-service", tous les établissements de distribution qui sont ou ont été utilisés à une autre fin (distribution d'hydrocarbures liquides destinés à une fin autre que l'alimentation de véhicules; distribution d'hydrocarbures liquides pour véhicules à moteur à des fins commerciales autres que la vente au public, telle que la distribution d'hydrocarbures destinés à l'alimentation d'un parc de voitures en gestion propre ou pour compte propre);

4° Fermeture : la cessation définitive de l'exploitation d'une station-service sur le terrain pollué;

5° Site pollué : une ou plusieurs parcelles cadastrales sur lesquelles est ou était située une station-service, ainsi que les parcelles cadastrales attenantes dont le sol, à la suite de l'exploitation de la station-service avant la demande d'intervention visée aux articles 13 et 16, est à ce point pollué qu'il nécessite un assainissement en application des législations régionales en matière d'assainissement du sol;

6° Terrain pollué : une ou plusieurs parcelles cadastrales sur lesquelles est ou était située une station-service et qui, à la suite de l'exploitation de la station-service avant la demande d'intervention visée aux articles 13 et 16, sont à ce point polluées qu'elles nécessitent un assainissement en application des législations régionales en matière d'assainissement du sol;

7° Entreprises soumises à accises : toute personne physique ou morale qui met à la consommation des hydrocarbures liquides ou chez qui des manquants d'hydrocarbures liquides sont constatés et qui, à ce titre, est redevable des accises en vertu de la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises;

8° Etude d'orientation : toute étude du sol qui est qualifiée en application des législations régionales en matière d'assainissement du sol respectivement de "oriënterend bodemonderzoek" (Région flamande), d'"étude indicative" (Région wallonne) ou d'"étude prospective" (Région bruxelloise), et qui, le jour de la demande en intervention, n'est pas antérieure à deux ans;

9° Etude d'orientation jugée conforme : toute étude d'orientation dont les résultats ont été acceptés par les autorités régionales compétentes, soit sur une base générale, soit après un examen individuel, en application des législations régionales en matière d'assainissement du sol;

10° Exploitant : l'exploitant, tel qu'il est défini conformément aux législations régionales sur les permis d'environnement, d'une installation et/ou d'une activité soumise à permis ou à déclaration, située et/ou exploitée sur un terrain pollué;

11° Propriétaire : le propriétaire d'un terrain pollué;

12° Occupant : celui, autre que l'exploitant ou le propriétaire, qui détient pour son propre compte le contrôle factuel du terrain pollué;

13° Fonds : la personne morale agréée conformément aux articles 8 et 9 du présent accord;

14° Convention : la convention relative aux modalités d'intervention du Fonds, conclue entre l'exploitant, l'occupant et/ou le propriétaire, et le Fonds;

15° Commission interrégionale de l'assainissement du sol : la commission visée à l'article 18 du présent accord, chargée de l'agrément et du contrôle du Fonds;

16° Administration fédérale compétente : l'Administration qui a l'Energie dans ses attributions et dont dépend le Fonds pour l'Analyse des Produits pétroliers;

17° Fonds pour l'Analyse des Produits pétroliers : le fonds désigné à l'article 2 de la loi du 24 décembre 1993 créant des fonds budgétaires et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires;

18° Assainissement par mesure transitoire : l'assainissement de sites ou terrains pollués qui satisfait à la description suivante : un projet d'assainissement du sol ou plan d'assainissement qui conformément à la réglementation régionale applicable a été déclaré conforme ou a été approuvé et dont l'exécution effective des travaux d'assainissement, conformément au projet d'assainissement du sol, du plan d'assainissement approuvé ou du permis d'environnement, a débuté après le 1^{er} janvier 2000 mais au plus tard endéans les six mois après la date de publication de la reconnaissance du Fonds d'assainissement du sol au *Moniteur belge*.

CHAPITRE II. — *Tâches, financement et agrément du Fonds*

Section 1^{re} — Tâches et financement du Fonds

Art. 3. § 1^{er}. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol autorise la constitution d'un Fonds, aux conditions qu'elle fixe, ayant pour mission, en cas de fermeture, de mettre en œuvre et de financer l'assainissement des sites ou des terrains pollués concernés, au nom et pour compte des exploitants, des occupants ou des propriétaires, et, en cas de poursuite de l'exploitation de la station-service, de conseiller, d'assurer le suivi administratif, de contrôler et de financer l'assainissement des sites ou des terrains pollués concernés et de rembourser partiellement les frais d'assainissement, le tout selon les modalités fixées aux articles 12 à 17.

En cas d'un assainissement par mesure transitoire, la mission du fonds est limitée au remboursement des frais d'assainissement du sol sans préjudice des dispositions des articles 12 à 17 inclus.

§ 2. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol agréée à cet effet un Fonds, aux conditions fixées aux articles 8 et 9, et contrôle ses activités conformément aux conditions définies aux articles 21 et suivants.

Art. 4. § 1^{er}. Les entreprises soumises à accises sont tenues de verser au Fonds les cotisations nécessaires à la réalisation de sa mission et à la couverture de ses frais de fonctionnement.

§ 2. La cotisation obligatoire que le Fonds réclame aux entreprises soumises à accises, s'élève à :

a) pour les essences destinées aux véhicules (NC 2710 11 41 à 2710 11 59) : 0.0052 EUR par litre de carburant mis à la consommation ou constaté manquant;

b) pour le gasoil diesel destiné aux véhicules routiers (NC 2710 19 41 à 2710 19 49) : 0.0032 EUR par litre de carburant mis à la consommation ou constaté manquant.

Les renvois, dans le présent paragraphe, aux codes de la nomenclature combinée, concernent la nomenclature combinée du tarif douanier commun des Communautés européennes.

§ 3. La cotisation visée à l'article 4, § 2, sera portée en compte au moyen du Contrat de programme relatif à un régime des prix de vente des produits pétroliers.

Si, pour une raison ou une autre, les prix maxima des produits pétroliers ne sont plus fixés par le Contrat de programme, l'Etat Fédéral prendra les mesures nécessaires pour que les cotisations totales prévues pour le Fonds restent disponibles, sous les conditions initiales résultant de § 3, alinéa 1^{er}, en respectant le principe du partage moitié-moitié des charges entre le secteur et le consommateur.

Art. 5. § 1^{er}. Sans préjudice du contenu de l'article 10, 2°, du présent accord, le Fonds signifie aux entreprises soumises à accises et ce au plus tard le dernier jour ouvrable du troisième mois suivant chaque trimestre, les paiements dont elles sont redevables en vertu du présent accord et ce, sur la base des quantités délivrées à la consommation dans le courant de ce trimestre, telles qu'elles ont été arrêtées dans le cadre du système des accises pour les huiles minérales.

A cet effet le Fonds pour l'Analyse des Produits pétroliers communique au Fonds, sur base des données dont il dispose, et ce au plus tard le quinzième jour ouvrable du troisième mois qui suit chaque trimestre, les quantités que chaque entreprise soumise à accises a offertes à la consommation dans le courant du trimestre.

§ 2. Les cotisations obligatoires seront versées au plus tard le dernier jour ouvrable du mois suivant la signification entendue au § 1^{er}.

L'entreprise soumise à accises dispose d'un délai d'un mois, à compter de la date de réception de la signification entendue au § 1^{er}, pour envoyer une réclamation par lettre recommandée adressée à l'Administration fédérale compétente contestant le montant signifié.

Les réclamations faites après l'expiration du délai mentionné à l'alinéa précédent, ou qui ont trait à des différences moindres ou égales à vingt-cinq euros ne sont pas recevables.

L'Administration fédérale compétente statue sur la réclamation introduite dans un délai d'un mois, à partir de la date de réception de la réclamation. A défaut de décision dans ce délai, la réclamation est réputée avoir été rejetée.

§ 3. Les entreprises soumises à accises devront apurer les montants signifiés par versement au compte du Fonds, dans le délai fixé au § 2.

Art. 6. § 1^{er}. Si le Fonds est d'avis qu'il y a lieu d'augmenter la cotisation obligatoire prévue à l'article 4, § 2, 1^{er} alinéa du présent accord, si cela s'avère nécessaire pour l'accomplissement de sa mission et pour la couverture de ses frais de fonctionnement, soit de la diminuer, si cela n'empêche pas l'accomplissement de sa mission et la couverture de ses frais de fonctionnement, elle en fera la demande auprès de la Commission pour l'assainissement du sol.

§ 2. Une demande tendant à l'obtention d'une adaptation, telle que visée au § 1^{er}, doit être introduite en sept exemplaires, par lettre recommandée avec accusé de réception à la Commission de l'assainissement du sol.

§ 3. Le dossier de demande doit comporter un plan financier et un budget pour la durée restante de l'agrément. Il comprend notamment les données suivantes :

- une note explicative démontrant la nécessité d'adapter la cotisation obligatoire;
- l'estimation des recettes requises;

- la façon dont les recettes sont attribuées au profit des activités du Fonds, entre autre par la constitution d'éventuelles réserves;
- l'estimation des dépenses, en ce compris les dépenses de fonctionnement;
- le mode de financement des déficits éventuels.

§ 4. a) Si la Commission de l'assainissement du sol émet un avis positif sur l'augmentation ou la diminution de la cotisation proposée, elle transmet le dossier de demande à l'approbation des gouvernements régionaux et des Ministres fédéraux ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions;

b) Si l'augmentation ou la diminution de la cotisation proposée est acceptée, elle sera réglée via le contrat de programme visé à l'article 4, § 3, selon les modalités déterminées par les signataires du Contrat de programme.

§ 5. Toute modification de la cotisation impliquera une modification de l'article 4, § 2 du présent accord de coopération.

Art. 7. § 1^{er}. A la demande du Fonds, le Fonds pour l'Analyse des Produits pétroliers lui communiquera toutes les informations dont il dispose et qui sont nécessaires pour permettre de contrôler si les entreprises soumises à accises satisfont aux obligations prévues par l'article 4 du présent accord.

§ 2. Lorsqu'il est établi qu'une entreprise soumise à accises méconnaît de manière caractérisée, les obligations mentionnées à l'article 4 du présent accord, sur proposition de la Commission pour l'assainissement du sol, que ce soit à la demande du Fonds ou non, le Ministre ayant les Finances dans ses attributions ou son représentant peut retirer l'autorisation dont doit disposer toute entreprise soumise à accises en vertu de la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accises, afin d'exercer ses activités.

Cette sanction ne peut être infligée qu'après que l'entreprise concernée a été préalablement entendue par le Ministre fédéral ayant les Finances dans ses attributions ou son représentant, ainsi que par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

Sans préjudice des alinéas précédents, les dispositions de la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises sont applicables à la procédure de retrait d'autorisation visée à l'alinéa premier.

Section 2. — Agrément, obligations et contrôle du Fonds

Sous-section 1^{re}. — Agrément du Fonds

Art. 8. L'agrément du Fonds prévu à l'article 3 ne peut être accordé qu'à une personne morale remplissant les conditions suivantes :

1° être constituée en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;

2° avoir comme seul objet statutaire : l'exécution de la mission décrite à l'article 3, § 1^{er}, suivant les modalités du présent accord.

3° ne compter parmi ses administrateurs et parmi les personnes pouvant l'engager que des personnes jouissant de leurs droits civils et politiques et n'ayant pas été condamnées par un jugement ou par un arrêt d'un collège juridictionnel en force de chose jugée pour infraction aux législations sur l'environnement fédérales, régionales ou d'un Etat membre de l'Union européenne;

4° disposer des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission et à la prise en charge de ses frais de fonctionnement initiaux, préalablement à l'entrée en vigueur de l'article 4, § 1^{er} du présent accord;

5° être suffisamment représentative des secteurs concernés.

Art. 9. § 1^{er}. La demande d'agrément doit être introduite, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, en 7 exemplaires auprès de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

La Commission interrégionale de l'assainissement du sol transmet le dossier de demande pour information au Ministre fédéral ayant les affaires économiques et l'énergie dans ses attributions.

§ 2. La demande contient les informations suivantes :

1° une copie des statuts publiés au *Moniteur belge*;

2° un plan financier et un budget pour la durée de l'agrément, comprenant notamment les données suivantes :

- les modes de perception de la cotisation obligatoire;
- les conditions et les modalités de révision des cotisations obligatoires;
- les modes d'affectation des recettes affectées au fonctionnement du Fonds à agréer, notamment par la constitution d'éventuelles réserves;

- l'estimation des dépenses, y compris des frais de fonctionnement;

- le mode de financement des déficits éventuels;

3° les projets de convention-type que le Fonds à constituer doit conclure avec les exploitants, les occupants et/ou les propriétaires de terrains pollués afin de réaliser l'assainissement des sites ou des terrains pollués.

§ 3. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol statue dans les quatre mois de la réception de la demande. A défaut de décision dans le délai précité, la demande est réputée accordée pour une période de dix ans. Dans ce cas le Fonds est tenu de se conformer aux données du dossier de demande d'agrément et aux dispositions du présent accord.

Si le dossier de demande n'est pas complet ou s'il ne comprend pas tous les points mentionnés aux §§ 1^{er} et 2, ou si la Commission interrégionale de l'assainissement du sol demande des informations complémentaires, ce délai est suspendu jusqu'au moment où, par une lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception, la Commission informe le demandeur de ce que le dossier est complet ou du caractère satisfaisant de la réponse à la demande d'information.

§ 4. L'agrément est octroyé pour une période maximale de dix ans. Il peut être prolongé pour une période renouvelable de cinq ans au maximum. L'agrément peut être soumis à des conditions.

La décision d'agrément est publiée au *Moniteur belge*.

Sous-section 2. — Obligations à charge du Fonds

Art. 10. Le Fonds est tenu :

1° de se conformer aux conditions fixées dans l'agrément;

2° de percevoir, de manière non discriminatoire et non individualisée, les cotisations des entreprises soumises à accises concernées, afin de couvrir le coût réel et complet des obligations qui sont à sa charge en vertu du présent accord.

A cette fin le Fonds peut faire appel soit aux services d'un réviseur d'entreprise mandaté à cet effet, soit aux services de l'Administration fédérale compétente qui peut faire usage des données du Fonds pour l'Analyse des Produits pétroliers, sans que le recours aux services de l'un exclue l'utilisation des services de l'autre.

L'Administration fédérale compétente peut demander au Fonds le remboursement des frais occasionnés. Ce remboursement des frais peut faire l'objet d'une convention entre le Fonds et l'Etat belge;

3° de fournir en temps utile aux exploitants, aux occupants et/ou aux propriétaires de terrains des informations suffisantes sur les modalités d'intervention du Fonds;

4° en cas de fermeture, de mettre en œuvre et de financer l'assainissement des sites pollués concernés, de façon non discriminatoire, au nom et pour compte des exploitants, des occupants et/ou des propriétaires, et, en cas de poursuite de l'exploitation de la station-service, de conseiller, d'assurer le suivi administratif et de contrôler l'assainissement des sites ou terrains pollués, ainsi que de rembourser partiellement les frais d'assainissement, le tout, et ce de façon non discriminatoire, selon les modalités fixées aux articles 12 à 17. En cas d'un assainissement par mesure transitoire la mission du Fonds est limitée au remboursement des frais d'assainissement sans préjudice des dispositions de l'article 12 à 17 inclus, étant entendu que cette obligation ne sera effective qu'à partir du moment où le Fonds disposera d'un patrimoine suffisant grâce à la perception des cotisations visées au point 2°;

5° de conclure un contrat d'assurance couvrant les dommages susceptibles d'être causés par les activités envisagées;

6° de désigner des réviseurs d'entreprises, chargés du contrôle de la perception des cotisations obligatoires ainsi que du contrôle des bilans et des comptes annuels du Fonds;

7° d'élaborer et de soumettre à l'approbation de la Commission un programme d'assainissement annuel, et ce au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède l'année de réalisation, selon les modalités prévues à l'article 21, 3°.

Le programme annuel d'assainissement doit contenir au moins :

— une liste des sites ou terrains pollués devant faire l'objet d'un assainissement durant l'année à venir;

— une évaluation des priorités suivant lesquelles les sites ou les terrains pollués devront être assainis, en fonction des risques pour l'homme et l'environnement résultant de la pollution constatée;

— une estimation du coût global des assainissements à réaliser durant l'année à venir;

— un rapport circonstancié sur l'exécution du programme d'assainissement précédent, le cas échéant avec une note explicative sur les éventuelles dérogations à ce programme;

8° de déposer chaque année auprès de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol son bilan et son compte de résultats pour l'année écoulée et le budget pour l'année suivante, dans les délais et les formes fixées par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol;

9° de déposer chaque année auprès de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol toutes les données utiles pour l'année civile écoulée ou toutes les prévisions pour l'année civile en cours, à propos de l'exécution et du financement de l'assainissement des sites ou terrains pollués, dans les délais et les formes fixés par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol;

10° de communiquer à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol toute modification aux statuts, à la composition de l'assemblée générale ou du conseil d'administration.

Sous-section 3. — Contrôle du Fonds

Art. 11. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol peut interroger les réviseurs d'entreprises du Fonds pour obtenir toutes les informations qu'elle souhaite. Si le Fonds n'a pas désigné de réviseurs, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol peut faire examiner la comptabilité du Fonds par un réviseur d'entreprises qu'elle désigne. Cette mission est exécutée aux frais du Fonds.

Les membres de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol sont entendus, à leur demande, par le conseil d'administration du Fonds. Ils peuvent, à tout moment, interroger le réviseur d'entreprises et prendre connaissance de la comptabilité, de la correspondance, des procès-verbaux et, d'une façon générale, de tous les documents et de toutes les écritures du Fonds. Ils peuvent requérir des administrateurs et des préposés du Fonds toutes explications et informations, et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution des missions qui leur sont attribuées par les articles 21, 22, 23, 24 et 25.

Section 3. — Fonctionnement du Fonds

Sous-section 1^{re}. — Dispositions communes en cas d'intervention du Fonds

Art. 12. § 1^{er}. L'intervention effective du Fonds se limite à l'assainissement des sites ou terrains pollués.

Sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 13, § 5 du présent accord, n'entrent pas en ligne de compte pour une intervention effective du Fonds :

1° le coût de l'assainissement de la pollution du sol résultant d'un incident postérieur à la demande d'intervention;

2° le coût de l'assainissement de la pollution du sol qui est étrangère à l'exploitation de la station-service.

§ 2. Peuvent bénéficier de l'intervention du Fonds :

1° l'exploitant, le propriétaire ou l'occupant qui est assujéti à une obligation d'assainissement en vertu des législations régionales en matière d'assainissement du sol ou qui est ou était assujéti dans les cas d'un assainissement par mesure transitoire;

2° si, en vertu des législations régionales en matière d'assainissement du sol, il n'existe pas d'exploitant, de propriétaire ou d'occupant qui est assujéti à une obligation d'assainissement ou qui est ou était assujéti dans les cas d'un assainissement par mesure transitoire, l'exploitant, le propriétaire ou l'occupant désireux d'assainir, étant entendu que :

— le propriétaire désireux d'effectuer l'assainissement ne peut solliciter l'intervention que dans la mesure où il n'existe pas d'exploitant;

— l'occupant désireux d'effectuer l'assainissement ne peut solliciter l'intervention que dans la mesure où il n'existe pas de propriétaire désireux d'effectuer l'assainissement.

Sous-section 2. — Intervention du Fonds en cas de fermeture

Art. 13. § 1^{er}. L'exploitant, l'occupant ou le propriétaire d'un terrain pollué qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds, dispose, à peine de déchéance, d'un délai de douze mois à dater de la publication au *Moniteur belge* de l'agrément du Fonds, pour introduire sa demande d'intervention par lettre recommandée avec accusé de réception.

§ 2. Sans préjudice de l'article 12 du présent accord, le Fonds intervient directement dans tous les frais d'étude complémentaire obligatoire, de démantèlement d'installations souterraines de stockage et de distribution de carburant, d'assainissement du sol, et de surveillance qui concernent le site ou le terrain pollué.

Sont aussi compris dans les frais de l'étude complémentaire obligatoire, les frais de l'étude d'orientation jugée conforme, dans la mesure où l'étude d'orientation comporte des éléments d'une étude complémentaire; dans ce cas, l'intervention du Fonds se limite aux frais de l'étude complémentaire qui excèdent 6.200 EUR;

L'intervention du Fonds se limite toujours aux frais réels qui sont nécessaires pour exécuter l'assainissement du sol conformément au principe de « BAT », repris dans les législations régionales.

§ 3. Dans le cas où l'assainissement d'un site ou d'un terrain pollué ne peut être techniquement dissocié de l'assainissement d'une pollution du sol étrangère à l'exploitation de la station-service, le Fonds est tenu d'assainir simultanément l'ensemble des pollutions et d'avancer les frais d'assainissement y afférents.

§ 4. Dans le cas où l'assainissement d'un site ou d'un terrain pollué peut être techniquement dissocié de l'assainissement d'une pollution du sol étrangère à l'exploitation de la station-service, mais que l'assainissement séparé donnerait lieu à des surcoûts, le Fonds n'est tenu d'assainir simultanément l'ensemble des pollutions et d'avancer les frais supplémentaires liés à la pollution étrangère que si l'exploitant ou le propriétaire en fait la demande expresse.

§ 5. En cas d'application des §§ 3 et 4 du présent article, le Fonds réclame le remboursement des frais d'assainissement d'une pollution du sol étrangère à l'exploitation, à l'exploitant, à l'occupant ou au propriétaire de la station-service. Si les surcoûts n'excèdent pas les 2.500 EUR, ils restent à charge du Fonds.

§ 6. En cas d'application des §§ 3 et 4 du présent article, le Fonds ne peut avancer les frais d'assainissement d'une pollution étrangère à l'exploitation de la station-service, que si l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire a constitué préalablement une garantie financière en faveur du Fonds afin de garantir le remboursement de ces frais. La garantie financière doit être expressément acceptée par le Fonds conformément aux §§ 7 à 12 du présent article.

§ 7. La garantie financière visée au § 6 du présent article peut prendre les formes suivantes, séparément ou de manière combinée :

1° une garantie irrévocable donnée par une institution financière en vertu de laquelle celle-ci est tenue de régler, sur simple demande de la part du Fonds, les factures présentées par celui-ci et relatives à l'exécution de l'assainissement du sol, et ce suite à la signification par lettre recommandée de la part du Fonds, adressée à l'institution financière, du fait que l'exploitant, l'occupant et/ou le propriétaire ne respecte pas ou ne respecte que partiellement son obligation de rembourser les frais avancés, conformément aux §§ 3 et 4;

2° une somme versée sur le compte de la Caisse de Dépôt et de Consignation, en exécution d'une convention conclue entre le Fonds, l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire, en vertu de laquelle la Caisse de Dépôt et de Consignation rembourse au Fonds, sur sa simple demande, les factures présentées relatives à l'assainissement du sol visé aux §§ 3 et 4 du présent article, et, consécutivement au paiement des factures précitées, à l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire, le solde restant ainsi que, le cas échéant, les intérêts.

Le Fonds dispose également de la possibilité d'accepter comme garantie financière :

1° un cautionnement;

2° une hypothèque.

§ 8. La garantie financière doit couvrir les coûts de l'assainissement du sol visé aux §§ 3 et 4 du présent article, tels qu'ils auront été estimés par le Fonds.

§ 9. Le montant qui pourra être réclamé au garant, pour autant qu'il s'agisse d'une autre personne que l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire, est limité aux coûts de l'assainissement du sol visé aux §§ 3 et 4 du présent article, tels qu'ils auront été estimés par le Fonds. Si les coûts réels d'assainissement du sol dépassent ce montant, l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire sera tenu de les supporter.

§ 10. Dans un délai de six mois, à dater de la réception d'un courrier recommandé avec accusé de réception émanant du Fonds et l'y invitant, l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire transmet au Fonds, par lettre recommandée avec accusé de réception, une proposition relative à la nature et à l'importance des garanties financières qui seront consenties.

Le Fonds examine sans retard les propositions de garanties financières et informe l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception dans le mois qui suit la réception des propositions. Le Fonds pourra proposer des modifications aux propositions de l'exploitant, de l'occupant ou du propriétaire. Si le Fonds rejette en tout ou en partie les garanties proposées, il somme l'intéressé à lui fournir des propositions de garanties adaptées dans le mois. Il fixe en outre la nature et l'importance des garanties à constituer.

§ 11. En cas d'application du § 3 du présent article, tout droit à l'intervention du Fonds est suspendu aussi longtemps que l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire n'a pas constitué de garantie financière. Tout droit à l'intervention s'éteint si l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire n'a pas fait de proposition de garantie financière dans le délai fixé au § 10, 1^{er} alinéa du présent article ou n'a pas constitué de garantie financière dans le délai fixé au § 10, alinéa 2 du présent article.

En cas d'application du § 4 du présent article, l'intervention du Fonds pour l'assainissement de la pollution du sol étrangère à l'exploitation de la station-service est suspendue aussi longtemps que l'exploitant, l'occupant et/ou le propriétaire soumis à l'obligation d'assainissement n'a pas constitué de garantie financière. Tout droit à l'intervention du Fonds en ce qui concerne l'assainissement de la pollution étrangère à l'exploitation de la station-service, s'éteint si l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire n'a pas formulé de proposition de garantie financière dans le délai prévu au § 10, 1^{er} alinéa du présent article, ou n'a pas constitué de garantie financière adaptée dans le délai fixé au § 10, alinéa 2 du présent article.

§ 12. Les délais visés au § 10 du présent article commencent à courir le jour suivant la réception de la lettre recommandée précitée.

Art. 14. § 1^{er}. L'exploitant, l'occupant ou le propriétaire qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds joint à sa demande d'intervention :

1° le nombre requis d'exemplaires signés de la convention, dont la convention-type aura été approuvée par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol conformément à l'article 9, § 3 du présent accord;

2° une étude d'orientation jugée conforme concernant le terrain pollué;

3° un questionnaire complété avec une liste des réservoirs en service et des réservoirs hors service au jour de la demande en intervention, précisant : le type de réservoir, le produit contenu, la capacité et l'âge des réservoirs, les dernières attestations de test de mise sous pression disponibles, si ces données n'ont pas été reprises dans l'étude d'orientation jugée conforme;

4° une déclaration signée par l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire faisant mention soit de tous les incidents de nature à générer une pollution du sol survenus après la réalisation de l'étude d'orientation jugée conforme et notifiées aux autorités publiques compétentes, soit du fait qu'il n'y a pas eu d'incident.

Le Fonds déclare la demande d'intervention recevable et complète dans un délai de trois mois suivant sa réception. Dans ce cas, le Fonds communique à l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire les exemplaires requis de la convention, dûment signés.

Si le Fonds déclare la demande d'intervention irrecevable et/ou incomplète, il en informera l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire par lettre recommandée et dûment motivée.

Le cas échéant, le Fonds accorde à l'exploitant, à l'occupant ou au propriétaire un délai d'un mois dans lequel les documents faisant défaut devront lui être soumis.

A défaut de présentation des documents faisant défaut dans le délai précité, la demande d'intervention du fonds est, de plein droit, réputée irrecevable et incomplète.

Les délais prévus aux alinéas 2 et 3 du présent paragraphe prennent cours le jour suivant la réception de la lettre recommandée.

§ 2. La convention, dont la convention-type aura été approuvée par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol conformément à l'article 9, § 3 du présent accord, doit comporter au moins les obligations suivantes :

1° Dans le chef de l'exploitant, de l'occupant ou du propriétaire qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds :

1. le mandat en faveur du Fonds exprès pour entreprendre, en son nom et pour son compte, toutes les démarches nécessaires à la réalisation de l'assainissement conformément à la législation régionale sur l'assainissement du sol;

2. l'obligation, en cas d'application de l'article 13, §§ 3 et/ou 4 du présent accord, de rembourser au Fonds les frais d'assainissement de la pollution du sol étrangère à l'exploitation de la station-service, dans le délai prescrit;

3. l'obligation, en cas d'application de l'article 13, §§ 3 et/ou 4 du présent accord, de constituer une garantie financière en faveur du Fonds afin de garantir le remboursement des frais d'assainissement de la pollution du sol étrangère à l'exploitation de la station-service, et ce, au plus tard dans le délai prescrit à l'article 13, § 10;

4. l'obligation de procéder à la fermeture de sa station-service au plus tard dans les 24 mois de la publication de l'agrément du Fonds au *Moniteur belge*, et, à cette fin, de retirer dans les deux mois de la fermeture de sa station-service toutes les installations en surface, de vider et de dégazer ses installations souterraines (notamment, les réservoirs, les conduites, les égouts, les collecteurs d'huile,...);

5. l'obligation d'une part de ne pas utiliser, faire utiliser ou laisser utiliser le terrain pollué après l'assainissement en vue de l'exploitation d'une station-service pour une durée de quinze ans à partir de l'expiration du délai dans lequel la station-service doit être fermée conformément au § 2, 1°, 4, du présent article et, d'autre part, de rendre cette obligation contraignante à l'égard de tiers acquéreurs, au moyen d'une stipulation en chaîne;

6. l'obligation de rembourser au Fonds tous les frais engagés, y compris les frais de gestion, augmentés des intérêts légaux, dès qu'il mettra fin au mandat du Fonds, quel qu'en soit le motif.

S'il est constaté que l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire n'a pas exécuté en temps utile les obligations visées aux § 2, 1°, 3, en cas d'application de l'article 13, § 3, § 2, 1°, 4 et § 2, 1°, 5, le droit à toute intervention du Fonds s'éteint et le mandat, si, le cas échéant, celui-ci est encore en cours d'exécution, prend fin de plein droit. Dans ce cas, le Fonds peut réclamer à l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire le remboursement de tous les frais, y compris les frais de gestion, déjà exposés, majorés des intérêts légaux.

2° Dans le chef du propriétaire :

1. L'obligation d'une part de ne pas utiliser, faire utiliser ou laisser utiliser le terrain pollué après l'assainissement en vue de l'exploitation d'une station-service pour une durée de quinze ans à partir de l'expiration du délai dans lequel la station-service doit être fermée conformément au § 2, 1°, 4, et d'autre part de rendre cette obligation contraignante à l'égard de tiers acquéreurs au moyen d'une stipulation en chaîne;

2. Constituer une hypothèque en faveur du Fonds, afin de garantir l'obligation mentionnée au § 2, 1°, 5 et 2°, 1^{er} du présent article;

3° Dans le chef du Fonds :

L'obligation d'entreprendre, dans le cadre du mandat qui lui a été donné à cet effet, au nom et pour compte de l'exploitant, de l'occupant et/ou du propriétaire, toutes les démarches nécessaires à la réalisation de l'assainissement, en ce compris la surveillance requise le cas échéant, conformément à la législation régionale sur l'assainissement du sol applicable, moyennant le respect de l'article 10, 4° du présent accord.

§ 3. Tout exploitant d'une station-service qui est à nouveau exploitée sur un terrain assaini avec l'intervention du Fonds, est tenu de souscrire un contrat d'assurance couvrant les dommages pouvant résulter de l'exploitation future.

Sous-section 3. — Intervention du Fonds en cas de poursuite ou de renouvellement de l'exploitation de la station-service et pour tout assainissement par mesure transitoire

Art. 15. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 12 du présent accord, l'intervention effective du Fonds pour l'assainissement du site ou du terrain pollué si l'exploitation de la station-service est poursuivie ou renouvelée, par mesure transitoire ou non, est toujours limitée à un montant maximal de 62.000 EUR.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er} du présent article, l'intervention effective du Fonds est toutefois limitée à :

- 1° 37.200 EUR, en ce qui concerne l'assainissement du sol;
- 2° 37.200 EUR, en ce qui concerne l'assainissement de la nappe aquifère.

Ces dernières limitations ne sont pas d'application toutefois si l'assainissement d'une couche surnageante entraîne des frais spécifiques.

§ 2. Si la demande concerne un assainissement par mesure transitoire en combinaison avec une fermeture, les dispositions de l'article 13, § 2, sont d'application. Pour que cette application soit effective, il est cependant exigé que le demandeur prouve l'existence d'un engagement de ne pas utiliser, faire utiliser ou laisser utiliser, après l'assainissement, le site ou terrain pollué pour lequel une intervention effective a été demandée aux fins de l'exploitation d'une station-service pendant la période de quinze ans, à compter de la date à laquelle la station-service a été fermée. Cet engagement doit être rendu opposable aux tiers-acquéreurs par voie de clause de reprise d'obligation.

§ 3. Tous les frais doivent être soumis à l'approbation du Fonds. S'il estime que les frais ne sont pas conformes ou ne sont pas entièrement conformes à la réalité, le Fonds peut refuser son intervention, en indiquant les raisons de son refus.

Art. 16. § 1^{er}. L'exploitant d'une station-service qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds, dispose, à peine de déchéance, d'un délai de vingt-quatre mois à dater de la publication au *Moniteur belge* de l'agrément du Fonds, pour introduire sa demande d'intervention par lettre recommandée avec accusé de réception.

§ 2. Le Fonds rembourse, dans les limites fixées à l'article 15 du présent accord, les frais de l'étude complémentaire obligatoire, d'assainissement et de surveillance qui concernent directement le site pollué ou le terrain pollué, étant entendu que :

— sont aussi compris dans les frais de l'étude complémentaire obligatoire, les frais de l'étude d'orientation jugée conforme, dans la mesure où l'étude d'orientation comporte des éléments d'une étude complémentaire; dans ce cas, l'intervention du Fonds dans les frais d'étude se limite aux frais de l'étude qui excèdent 6.200 EUR;

— l'intervention du Fonds se limite toujours aux frais réels qui sont nécessaires pour exécuter l'assainissement du sol conformément au principe de « BAT », repris dans les législations régionales.

En cas d'assainissement du sol par enlèvement et traitement des terres polluées, l'intervention du Fonds se limite en tout cas aux frais réels :

- 1° de déblai de la terre polluée;
- 2° de transport vers et de traitement de la terre de déblai polluée dans une installation de traitement de déchets agréée ou autorisée conformément à la législation régionale concernée.

Les frais de déblai de la terre polluée sont calculés sur base de la quantité de terre traitée et d'un prix unitaire par m³ de terre excavée, fixé préalablement par le Fonds. S'il est nécessaire d'enlever une quantité de terre qui ne doit pas être assainie pour accéder à la terre polluée, un supplément par unité de terre enlevée, déterminé sur une base forfaitaire par le Fonds, pourra être imputé au Fonds;

En cas de surveillance, l'intervention du Fonds se limite aux frais de la surveillance pendant une période de cinq ans à compter de la notification de la déclaration de conformité du projet d'assainissement du sol, de l'approbation du plan d'assainissement ou du permis d'environnement;

Le remboursement des frais ne s'effectue que sur présentation :

1° de toutes les factures qui se rapportent à l'exécution de l'assainissement; les factures présentées devront toutes être justifiées à la lumière de l'état de dépenses détaillé rédigé par l'expert en assainissement du sol préposé;

2° d'une attestation, d'une déclaration de bonne fin ou d'un autre document, établi par l'autorité régionale compétente, faisant apparaître que l'assainissement du sol a été exécuté conformément aux législations et codes de bonne pratique régionales applicables;

3° d'une déclaration, rédigée par un expert (en environnement) agréé conformément à la législation régionale concernée, attestant que la station-service satisfait dorénavant à toutes les normes environnementales régionales applicables :

L'attestation n'est pas exigé pour les demandes d'assainissement en combinaison avec la fermeture par mesure transitoire.

Art. 17. § 1^{er}. A. L'exploitant d'une station-service qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds, joint à sa demande d'intervention :

1° le nombre requis d'exemplaires signés de la convention, dont la convention-type aura été approuvée par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol conformément à l'article 9, § 3 du présent accord;

2° une étude d'orientation jugée conforme concernant le terrain concerné;

3° un questionnaire complété avec une liste des réservoirs en service et des réservoirs hors service au jour de la demande en intervention, précisant : le type de réservoir, le produit contenu, la capacité et l'âge des réservoirs, les dernières attestations de test de mise sous pression disponibles, si ces données n'ont pas été reprises dans l'étude d'orientation jugée conforme;

4° une déclaration signée par l'exploitant de la station-service faisant mention soit de tous les incidents de nature à générer une pollution du sol survenus après la réalisation de l'étude d'orientation jugée conforme et notifié aux autorités publiques compétentes, soit du fait qu'il n'y a pas eu d'incident.

§ 1^{er}. B. L'exploitant d'une station-service qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds en cas d'assainissement par mesure transitoire, joint à sa demande d'intervention uniquement :

1° le nombre requis d'exemplaires signés de la convention, dont la convention-type aura été approuvée par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol conformément à l'article 9, § 3 du présent accord;

2° un projet d'assainissement du sol déclaré conforme, plan d'assainissement approuvé et un permis d'environnement pour autant que la réglementation régionale en vigueur l'exige;

3° si déjà disponible, une attestation déclarant que l'assainissement du sol a été effectué conformément au projet d'assainissement du sol, plan d'assainissement ou permis d'environnement pour autant que la réglementation régionale l'exige.

§ 2. Le Fonds déclare la demande d'intervention recevable et complète dans un délai de trois mois suivant sa réception. Dans ce cas, le Fonds communique à l'exploitant de la station-service le nombre d'exemplaires requis de la convention, dûment signés.

Si le Fonds déclare la demande d'intervention irrecevable et/ou incomplète, il en informera l'exploitant de la station-service par lettre recommandée et dûment motivée.

Le cas échéant, le Fonds accorde à l'exploitant de la station-service un délai d'un mois dans lequel les documents faisant défaut devront lui être soumis.

A défaut de présentation des documents faisant défaut dans le délai précité, la demande d'intervention du Fonds est, de plein droit, réputée irrecevable.

Les délais prévus aux alinéas 1^{er} et 3 du présent paragraphe prennent cours le jour suivant la réception de la lettre recommandée.

§ 3. La convention, dont la convention-type aura été approuvée par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol conformément à l'article 9, § 3 du présent accord, doit comporter au moins les obligations suivantes :

1° Dans le chef de l'exploitant de la station-service :

1. L'obligation de procéder à l'assainissement conformément à la législation régionale sur l'assainissement du sol et, ce faisant, d'assainir le site pollué ou le terrain pollué et de préfinancer l'assainissement.

Concernant les demandes d'assainissement par mesure transitoire, cette obligation n'est pas d'application;

2. L'engagement ou la preuve que les investissements requis ont été exécutés à ses frais, d'éviter toute nouvelle pollution du site ou du terrain pollué en vertu de la législation régionale applicable en la matière. Si la demande concerne un assainissement par mesure transitoire en combinaison avec une fermeture, cet engagement ou cette preuve n'est pas d'application;

3. Autoriser le Fonds à contrôler la bonne exécution de l'assainissement et, à cette fin, avant de transmettre le projet d'assainissement du sol ou plan d'assainissement aux autorités compétentes régionales concernées pour approbation, de soumettre celui-ci à l'approbation préalable du Fonds et de se conformer, le cas échéant, aux recommandations du Fonds. Si la demande concerne un assainissement par mesure transitoire, cette approbation préalable n'est pas d'application.

S'il est constaté que l'exploitant de la station-service n'a pas exécuté ou n'a pas exécuté en temps utile les obligations précitées, le droit à toute intervention du Fonds s'éteint et la convention est réputée résiliée de plein droit. Dans ce cas, le Fonds peut réclamer à l'exploitant le remboursement de tous les frais déjà exposés, majorés des intérêts légaux.

2° Dans le chef du Fonds :

1. L'obligation d'assister et de conseiller au mieux de ses possibilités l'exploitant de la station-service dans la réalisation de l'assainissement; si la demande concerne un assainissement par mesure transitoire, cette obligation n'est pas exigée;

2. L'obligation d'évaluer en temps utile et d'approuver ou de rejeter le projet d'assainissement ou le plan d'assainissement proposé par l'exploitant de la station-service, dans un délai de trois mois suivant la proposition des documents précités, à défaut de quoi il sera réputé approuvé tacitement. Si la demande concerne un assainissement par mesure transitoire, cette obligation n'est pas d'application;

3. L'obligation de rembourser les frais réels d'assainissement du site ou du terrain pollué, dans les limites fixées aux articles 15 et 16 du présent accord, dans les trois mois suivant la réception des attestations prévues à l'article 16, § 2, quatrième tiret du présent accord. Ce délai est de 6 mois pour les demandes d'assainissement par mesure transitoire.

§ 4. La convention doit comprendre les modalités appropriées de contrôle de l'exécution des obligations par l'exploitant de la station-service, afin de limiter l'intervention du Fonds au remboursement des frais d'assainissement réels et acceptés dans les limites fixées aux articles 15 et 16 du présent accord.

CHAPITRE III. — La Commission de l'assainissement du sol

Art. 18. § 1^{er}. Les Régions instituent une Commission interrégionale de l'assainissement du sol en tant qu'institution commune visée à l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 sur les réformes institutionnelles. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol est dotée de la personnalité juridique.

La Commission interrégionale de l'assainissement du sol est composée de six membres effectifs et de six membres suppléants. Chaque gouvernement régional nomme et révoque deux membres effectifs et deux membres suppléants qui remplacent les membres effectifs absents.

§ 2. Les membres de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol mis à disposition par les gouvernements régionaux, restent soumis aux dispositions statutaires qui leur sont applicables.

Art. 19. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol se réunit au moins deux fois par an, à la demande d'un membre, et chaque fois que le présent accord l'exige. Elle ne siège valablement que si les trois Régions sont représentées.

Chaque année, les membres de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol désignent en leur sein, un président et un secrétaire, en respectant une alternance entre les Régions.

Tout avis, toute proposition ou toute décision de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol doit être adopté par consensus. La présence d'au moins un représentant de chaque Région est requise pour l'adoption de tout avis, proposition ou décision.

Art. 20. Le budget annuel de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol est provisionné par chaque Région conformément à la clé de répartition utilisée à l'article 16bis, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 21. § 1^{er}. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol :

1° après avoir entendu le représentant du Fonds, octroie, suspend et retire l'agrément du Fonds ou modifie à tout moment les conditions d'agrément, pour des raisons d'intérêt général;

2° approuve ou désapprouve les modifications à la contribution obligatoire, proposées par le Fonds;

3° évalue le programme annuel d'assainissement présenté par le Fonds conformément à l'article 10 du présent accord et donne le cas échéant son accord ou son refus dans le délai d'un mois après la proposition du programme. A défaut de décision dans ce délai, le programme annuel d'assainissement est considéré comme approuvé tacitement. En cas de refus, un programme d'assainissement modifié devra être introduit dans le délai fixé par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol, et tiendra compte des remarques formulées par la dite Commission.

4° impose au Fonds des amendes administratives, selon les modalités prévues aux articles 24 et suivants.

§ 2. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol vérifie :

1° la manière dont le Fonds remplit les tâches qui lui ont été confiées;

2° les informations qui doivent lui être communiquées en vertu des articles 10, 8°, 9° et 10°, et 11.

§ 3. Les membres de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol interrogent les réviseurs d'entreprise du Fonds, examinent les comptes conformément à l'article 10, 8° et se chargent du contrôle du respect des dispositions du présent accord.

§ 4. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol établit chaque année un rapport sur ses activités à l'attention des gouvernements régionaux.

CHAPITRE IV. — *Contrôle, suspension et retrait de l'agrément, amendes administratives*

Section 1^{re}. — Contrôle

Art. 22. § 1^{er}. Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, les membres de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol, au sein de chaque administration régionale compétente, sont chargés du contrôle du respect des dispositions du présent accord. Les procès-verbaux établis par eux font foi jusqu'à preuve du contraire.

§ 2. Le Fonds est tenu de produire, à la demande des personnes visées au § 1^{er}, tous documents et toute correspondance et de fournir verbalement ou par écrit tous renseignements relatifs à l'exécution de ses obligations en vertu du présent accord.

Lorsque ces renseignements sont tenus, établis, délivrés, reçus ou conservés au moyen d'un système informatique, les personnes visées au § 1^{er} ont le droit de se faire communiquer les données enregistrées sur des supports informatiques, sous forme lisible et intelligible. Les personnes visées au § 1^{er} peuvent également requérir du Fonds d'effectuer en leur présence, et sur son matériel, des copies, dans la forme qu'elles souhaitent, de tout ou partie des données précitées, ainsi que les traitements informatiques jugés nécessaires à la vérification du respect des obligations du présent accord.

§ 3. Le Fonds est tenu d'accorder, à tout moment et sans avertissement préalable, le libre accès des locaux où sont exercées ses activités, aux fins de permettre aux personnes visées au § 1^{er} de contrôler le respect des dispositions du présent accord.

Constituent notamment des locaux où une activité est exercée, les bureaux, usines, ateliers, magasins, garages et terrains servant de bureau, d'usine, d'atelier ou de dépôt.

Section 2. — Suspension et retrait de l'agrément

Art. 23. § 1^{er}. Au cas où il n'est pas satisfait à l'une des obligations visées à l'article 10, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol peut adresser un avertissement au Fonds par lettre recommandée.

§ 2. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol peut procéder à la suspension ou au retrait de l'agrément du Fonds lorsque :

1° aucune suite satisfaisante n'a été donnée à un premier avertissement;

2° le Fonds ne satisfait pas ou ne satisfait pas suffisamment aux obligations énumérées à l'article 10;

3° le Fonds ne respecte pas les lois, les réglementations ou ses statuts;

4° un détournement de fonds est constaté.

L'agrément ne peut être suspendu ou retiré que dans la mesure où le(s) représentant(s) du Fonds a ou ont été préalablement entendu(s) par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

§ 3. Si l'agrément du Fonds est retiré, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol peut prendre toutes les mesures appropriées pour sauvegarder les droits des entreprises soumises à accises concernées, des exploitants, des occupants et/ou propriétaires concernés et des personnes lésées.

Dans les cas où l'agrément est suspendu, la contribution obligatoire prévue à l'article 4, § 1^{er} du présent contrat de coopération est suspendu.

Dans les cas où l'agrément est retiré, la contribution obligatoire prévue à l'article 4, § 1^{er} du présent contrat de coopération est supprimée.

La suspension et le retrait de l'agrément sont publiés incessamment au *Moniteur Belge*.

§ 4. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol nomme un liquidateur spécial aux fins de liquidation.

Aussi longtemps que se poursuit la liquidation des activités du Fonds, ce dernier reste soumis au contrôle de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

Section 3. — Amendes administratives

Art. 24. § 1^{er}. Au cas où le Fonds ne communique pas dans les délais requis le plan annuel d'assainissement visé par l'article 10, 7°, ou communique à plus d'une reprise un plan d'assainissement jugé insuffisant par la Commission d'assainissement du sol, ladite Commission peut, conformément aux dispositions de l'article 25, infliger au Fonds une amende administrative de 25.000 EUR pour chaque programme non communiqué ou l'ayant été hors des délais ou qui à plus d'une reprise aura été jugé manifestement insuffisant.

§ 2. Au cas où le Fonds n'observe pas ou tardivement les autres obligations visées par l'article 10, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol pourra, sur base des informations disponibles, lui infliger une amende administrative dont le montant ne pourra pas être supérieur à 25.000 EUR, moyennant le respect des dispositions de l'article 25.

Art. 25. § 1^{er}. Les amendes administratives visées à l'article 24 sont fixées conformément aux articles 2 à 10 et 12^{ter} à 13 de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, compte tenu des règles suivantes :

a) pour l'application des articles 2, 3, 6 à 8 et 13 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre par « employeur » le Fonds;
b) pour l'application des articles 5, 7 et 13 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre par « auditeur du travail », le procureur du Roi;

c) par fonctionnaire visé aux articles 4, 6 et 10 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre le ou les membres de la Commission d'assainissement du sol;

d) pour l'application des articles 8 et 9 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre par « tribunal du travail » et « juridiction du travail », le tribunal de première instance;

e) pour l'application de l'article 12^{ter} de la loi précitée, il y a lieu d'entendre par « l'article 1^{er} et 1^{er bis} », l'article 24 du présent accord.

§ 2. L'amende administrative doit être acquittée dans un délai de trois mois à compter du jour de la notification de la décision infligeant cette amende. L'amende administrative est acquittée par versement ou virement au compte de la Commission d'assainissement du sol avec mention des références indiquées dans la décision infligeant l'amende.

§ 3. Le produit des amendes administratives revient à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

Art. 26. Le Fonds qui conteste la décision de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol, peut introduire un recours par requête auprès du tribunal de première instance, conformément à l'article 8 de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables lors d'infractions à certaines lois sociales. L'exécution de la décision n'est pas suspendue par l'introduction du recours.

CHAPITRE V. — Dispositions pénales

Art. 27. Est puni d'un emprisonnement d'une semaine à deux mois et d'une amende équivalent 10 fois le montant de la contribution obligatoire éludée, avec un minimum de 250 EUR, ou d'une de ces peines, celui qui ne respecte pas les prescriptions de l'article 4, § 1^{er} du présent accord.

En cas de récidive, l'amende est doublée.

Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 25 EUR à 50.000 EUR ou d'une de ces peines, celui qui ne respecte pas les prescriptions de l'article 10 du présent accord.

Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 2.50 EUR à 25.000 EUR ou d'une de ces peines celui qui entrave, d'une quelconque manière, le contrôle tel qu'organisé par le présent accord.

Art. 28. Les personnes physiques et morales sont civilement responsables des amendes et frais, en ce compris des frais de justice, auxquels sont condamnés leurs préposés, administrateurs, gérants, liquidateurs ou mandataires.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 29. Aux fins de trancher les conflits pouvant survenir lors de l'interprétation et de l'exécution du présent accord, il est institué une juridiction de coopération composée d'un représentant de chaque Région, désigné par leurs gouvernements respectifs.

Les frais de fonctionnement de la juridiction de coopération sont pris en charge par chaque gouvernement régional conformément à la clé de répartition utilisée à l'article 16^{bis}, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

La procédure devant cette juridiction est conduite conformément aux dispositions en la matière, de la loi du 23 janvier 1989 sur la juridiction visée aux articles 92^{bis}, §§ 5 et 6, et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 30. § 1^{er}. Le présent accord entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, l'article 4, § 1^{er} du présent accord entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* de l'agrément du Fonds, accordé conformément à l'article 9, § 4 du présent accord.

Bruxelles, le 13 décembre 2002, en quatre exemplaires originaux.

Pour l'Etat fédéral :

La Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports,

Mme I. DURANT

Le Ministre des Finances,

D. REYNDERS

Le Ministre de l'Economie,

Ch. PICQUE

Le Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement,

J. TAVERNIER

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable,

O. DELEUZE

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

La Ministre de l'Environnement,

V. DUA

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement,

M. FORET

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :
 Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
 F.-X. de DONNEA
 Le Ministre de l'Environnement,
 D. GOSUIN

 ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 2812

[C - 2003/27572]

**15. MAI 2003 – Dekret zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen
 über die Ausführung und die Finanzierung der Sanierung der Tankstellen (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Einzigster Artikel – Dem zwischen dem Föderalstaat, der Regierung der Flämischen Region, der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt und der Regierung der Wallonischen Region in Brüssel am 13. Dezember 2002 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen über die Ausführung und die Finanzierung der Sanierung der Tankstellen wird zugestimmt. Dieses Abkommen wird sofort nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* völlig und uneingeschränkt wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 15. Mai 2003

Der Minister-Präsident,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
 S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
 J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
 M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
 M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
 J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
 Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
 Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
 Frau M. ARENA

 Fußnote

(1) *Sitzung 2002-2003.*

Dokumente des Rats 423 (2002-2003) Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll – öffentliche Sitzung vom 29. April 2003.

Diskussion - Abstimmung.

 ANLAGE

Zusammenarbeitsabkommen Zwischen dem Föderalstaat, der Regierung der Flämischen Region, der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt und der Regierung der Wallonischen Region über die Ausführung und die Finanzierung der Sanierung der Tankstellen

Aufgrund des Artikels 173 der koordinierten Verfassung;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Mai 1888 über die Inspektion der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe und die Aufsicht über die Dampfmaschinen und -kessel;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets des Flämischen Rates vom 28. Juni 1985 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Grundlagengesetzes vom 27. Dezember 1990 zur Schaffung von Haushaltsfonds, insbesondere der Rubrik 32-7 der dem Gesetz beigefügten Tabelle, eingefügt durch das Gesetz vom 24. Dezember 1993;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur, insbesondere der Artikel 6, § 1, II, 1°, 2° und 3°, § 1, VI, 5. Absatz, 8° und 92bis, § 1;

Aufgrund des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 zur Schaffung von Haushaltsfonds und zur Abänderung des Grundlagengesetzes vom 27. Dezember 1990 zur Schaffung von Haushaltsfonds, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Dekrets des Flämischen Regionalrates vom 22. Februar 1995 über die Bodensanierung;

Aufgrund der Ordonnanz des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt vom 5. Juni 1997 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Gesetzes vom 10. Juni 1997 über die allgemeine Regelung, den Besitz, den Verkehr und die Kontrolle der akzisenpflichtigen Waren;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

In der Erwägung, dass die drei Regionen Umweltnormen verabschiedet haben, die in der Zukunft vermeiden sollen, dass der Boden infolge des Betriebs von Tankstellen nochmals schwer verschmutzt wird;

In der Erwägung, dass die Bodenverschmutzung, die auf den Betrieb von Tankstellen zu einer Zeit, als eine vorbeugende oder genügend vorbeugende Regelung noch nicht in Kraft war, zurückzuführen ist, einen bedeutenden Faktor der Bodenverschmutzung bildet und dass die Sanierung dieser Bodenverschmutzung erhebliche Kosten verursachen kann;

In der Erwägung, dass eine undifferenzierte Anwendung des Verursacherprinzips auf diese Bodenverschmutzung nicht stattfinden kann;

In der Erwägung, dass es daher empfohlen wird, die Sanierung der so verschmutzten Tankstellen auf einer alternativen Grundlage zu finanzieren, insbesondere durch die Bildung eines privatrechtlichen Bodensanierungsfonds, der jedoch unter die Aufsicht der öffentlichen Behörden gestellt wird;

In der Erwägung, dass eine Person privaten Rechts zu diesem Zweck gebildet werden kann, die bei der Schließung von Tankstellen als Aufgabe hat, die Sanierung der verschmutzten Standorte oder Gelände, wo sich Tankstellen befinden oder befunden haben, im Namen und für Rechnung der Betreiber, Benutzer oder Eigentümer von Tankstellen durchzuführen und zu finanzieren, und im Falle der Weiterführung des Betriebs der Tankstelle als Aufgabe hat, Ratschläge zu erteilen, die verwaltungsmäßige Bearbeitung zu gewährleisten, die Sanierung zu kontrollieren und die Sanierungskosten teilweise zu erstatten, auf der Grundlage der Pflichtbeiträge aller akzisenpflichtigen Unternehmen, die Mineralöle auf dem belgischen Markt verkaufen;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, in den drei Regionen Maßnahmen zur Sanierung der verschmutzten Standorte oder Gelände, wo sich Tankstellen befinden oder befunden haben, im Einvernehmen zu ergreifen, um einerseits die Auswirkungen dieser Verschmutzungsquellen auf die Umwelt zu vermeiden und zu verringern, um ein hohes Umweltschutzniveau zu erreichen, ohne andererseits die Wirtschaftsunion und die Währungseinheit des Landes zu beeinträchtigen;

In der Erwägung, dass nur ein Zusammenarbeitsabkommen mit Gesetzeskraft eine genügende Garantie für die Verabschiedung einer einheitlichen Regelung auf dem gesamten belgischen Gebiet bietet;

In der Erwägung, dass das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen das Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausführung und die Finanzierung der Sanierung des Bodens der Tankstellen ersetzt;

Der Föderalstaat, vertreten durch die Vizepremierministerin und Ministerin für Mobilität und Verkehr, den Minister für Verbraucherschutz, Gesundheit und Umwelt, den Finanzminister, den Minister für Wirtschaft und den Staatssekretär für Energie und nachhaltige Entwicklung;

Die Flämische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Minister-Präsidenten und des Ministers für Umwelt;

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Minister-Präsidenten und des Ministers der Umwelt;

Die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Minister-Präsidenten und des Ministers der Umwelt,

Haben das Folgende vereinbart:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Das vorliegende Abkommen ist unmittelbar anwendbar.

Das vorliegende Abkommen findet Anwendung auf die Sanierung der verschmutzten Standorte und bezweckt ihre Finanzierung, ohne dass die Pflichten und Rechte der betroffenen Personen und öffentlichen Behörden, so wie sie in der Gesetzgebung der Regionen festgelegt sind, auf irgendeine Weise beeinträchtigt werden.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Abkommens gelten folgende Definitionen:

1° Bodenverschmutzung: die Verschmutzung des Bodens und der Grundwasserleitschicht, wie sie in der Gesetzgebung der Regionen bestimmt ist;

2° Bodensanierung: die Behandlung der Bodenverschmutzung, wie sie in der Gesetzgebung der Regionen bestimmt ist;

3° Tankstelle: jegliche Einrichtung, die dazu bestimmt ist, die Kraftstofftanks von Kraftfahrzeugen mit flüssigen Kohlenwasserstoffen zu versorgen, insofern sie als Verkaufsstelle für die Öffentlichkeit mindestens bis zum 31. Dezember 1992 betrieben wird oder betrieben worden ist.

Fallen nicht unter den Begriff "Tankstelle": alle Verteilungseinrichtungen, die zu einem anderen Zweck benutzt werden oder benutzt worden sind (Verteilung von flüssigen Kohlenwasserstoffen zu einem anderen Zweck als die Kraftfahrzeugversorgung; Versorgung von flüssigen Kohlenwasserstoffen für Kraftfahrzeuge zu anderen Handelszwecken als der Verkauf an die Öffentlichkeit, wie z.B. die Verteilung von Kohlenwasserstoffen zur Versorgung einer Fahrzeugflotte unter eigener Verwaltung oder für eigene Rechnung);

4° Schließung: die endgültige Beendigung des Betriebs einer Tankstelle auf dem verschmutzten Gelände;

5° verschmutzter Standort: eine oder mehrere Katasterparzellen, auf denen eine Tankstelle gelegen ist oder gelegen war, sowie die angrenzenden Katasterparzellen, deren Boden infolge des Betriebs der Tankstelle vor dem in Artikeln 13 und 16 erwähnten Beteiligungsantrag so verschmutzt ist, dass eine Sanierung in Anwendung der Gesetzgebung der Regionen in Sachen Bodensanierung benötigt wird;

6° verschmutztes Gelände: eine oder mehrere Katasterparzellen, auf denen eine Tankstelle gelegen ist oder gelegen war, die infolge des Betriebs der Tankstelle vor dem in Artikeln 13 und 16 erwähnten Beteiligungsantrag so verschmutzt sind, dass eine Sanierung in Anwendung der Gesetzgebung der Regionen in Sachen Bodensanierung benötigt wird;

7° akzisenpflichtiger Betrieb: jegliche natürliche oder juristische Person, die flüssige Kohlenwasserstoffe zum Verbrauch anbietet oder bei der festgestellt wird, dass flüssige Kohlenwasserstoffe fehlend sind und die in dieser Eigenschaft aufgrund des Gesetzes vom 10. Juni 1997 über die allgemeine Regelung, den Besitz, den Verkehr und die Kontrolle der akzisenpflichtigen Waren eine Akzisensteuer zu entrichten hat;

8° Orientierungsstudie: jegliche Bodenanalyse, die in Anwendung der jeweiligen regionalen Gesetzgebung in Sachen Bodensanierung als "oriënterend bodemonderzoek" (Flämische Region), "étude indicative" bzw. "Nachweisanalyse" (Wallonische Region) oder als "étude prospective" (Brüsseler Region) bezeichnet wird, und die am Tage des Beteiligungsantrags nicht älter als zwei Jahre ist;

9° als sachgemäß betrachtete Orientierungsstudie: jegliche Orientierungsstudie, deren Ergebnisse durch die zuständigen regionalen Behörden in Anwendung der jeweiligen regionalen Gesetzgebung in Sachen Bodensanierung entweder auf einer allgemeinen Grundlage oder nach einer individuellen Prüfung angenommen worden sind;

10° Betreiber: der gemäß der jeweiligen regionalen Gesetzgebung über die Umweltgenehmigungen bestimmte Betreiber einer Anlage und/oder Tätigkeit, die einer Genehmigung oder Angabe bedarf, und die auf einem verschmutzten Gelände gelegen und/oder betrieben wird;

11° Eigentümer: der Eigentümer eines verschmutzten Geländes;

12° Benutzer: derjenige, der die eigentliche Kontrolle über das verschmutzte Gelände für seine eigene Rechnung innehat, mit Ausnahme des Betreibers oder des Eigentümers;

13° Fonds: die juristische Person, die gemäß den Artikeln 8 und 9 des vorliegenden Abkommens zugelassen ist;

14° Vereinbarung: die Vereinbarung über die Modalitäten für die Beteiligung des Fonds, die zwischen dem Betreiber, dem Benutzer und/oder dem Eigentümer einerseits und dem Fonds andererseits abgeschlossen worden ist;

15° Interregionale Bodensanierungskommission: die in Artikel 18 des vorliegenden Abkommens erwähnte Kommission, die mit der Zulassung und der Kontrolle des Fonds beauftragt ist;

16° zuständige föderale Verwaltung: die Verwaltung, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie gehört und von der der Fonds für die Analyse der Mineralölprodukte abhängt;

17° Fonds für die Analyse der Mineralölprodukte: der Fonds, der in Artikel 2 des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 zur Schaffung von Haushaltsfonds und zur Abänderung des Grundlagengesetzes vom 27. Dezember 1990 zur Schaffung von Haushaltsfonds bezeichnet ist;

18° Sanierung als Übergangsmaßnahme: die Sanierung von verschmutzten Standorten oder Geländen, die der folgenden Beschreibung entspricht: ein Bodensanierungsprojekt oder ein Sanierungsplan, das bzw. der gemäß der anwendbaren regionalen Gesetzgebung als sachgemäß erklärt oder genehmigt worden ist und bei dem die effektive Durchführung der Sanierungsarbeiten gemäß dem Bodensanierungsprojekt, dem genehmigten Sanierungsplan oder der Umweltgenehmigung vor dem 1. Januar 2000, jedoch spätestens innerhalb sechs Monaten nach dem Datum der Veröffentlichung der Anerkennung des Bodensanierungsfonds im *Belgischen Staatsblatt*, angefangen hat.

KAPITEL II — Aufgaben, Finanzierung und Zulassung des Fonds

Abschnitt 1 — Aufgaben und Finanzierung des Fonds

Art. 3 - § 1. Die interregionale Bodensanierungskommission genehmigt unter den Bedingungen, die sie festlegt, die Bildung eines Fonds, der im Fall einer Schließung als Aufgabe hat, die Sanierung der betroffenen verschmutzten Standorte oder Gelände im Namen und für Rechnung der Betreiber, der Benutzer oder der Eigentümer durchzuführen und zu finanzieren, und im Falle der Weiterführung des Betriebs der Tankstelle als Aufgabe hat, Ratschläge zu erteilen, die verwaltungsmäßige Bearbeitung zu gewährleisten, die Sanierung der betroffenen verschmutzten Standorte oder Gelände zu kontrollieren und zu finanzieren und die Sanierungskosten teilweise zu erstatten, und zwar nach den in Artikeln 12 bis 17 festgelegten Modalitäten.

Im Falle einer Sanierung als Übergangsmaßnahme wird die Aufgabe des Fonds auf die Erstattung der Kosten für die Bodensanierung unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 12 bis 17 einschließlich beschränkt.

§ 2. Die interregionale Bodensanierungskommission lässt zu diesem Zweck einen Fonds unter den in Artikeln 8 und 9 festgelegten Bedingungen zu und kontrolliert dessen Tätigkeiten gemäß den in Artikel 21 und folgenden bestimmten Bedingungen.

Art. 4 - § 1. Die akzisenpflichtigen Betriebe sind verpflichtet, dem Fonds die Beiträge einzuzahlen, die für die Ausführung seiner Aufgabe und die Deckung seiner Betriebskosten notwendig sind.

§ 2. Der Pflichtbeitrag, der der Fonds von den akzisenpflichtigen Betrieben verlangt, beträgt:

a) für das für Fahrzeuge bestimmte Benzin (NC 2710 11 41 bis 2710 11 59): 0,0052 Euro pro Liter zum Verkauf angeboten oder als fehlend festgestellten Treibstoffs;

b) für den für Straßenfahrzeuge bestimmten Dieselmotorkraftstoff (NC 2710 19 41 bis 2710 19 49): 0,0032 Euro pro Liter zum Verkauf angeboten oder als fehlend festgestellten Treibstoffs.

Die im vorliegenden Paragraphen stehenden Verweise auf die Codenummern der kombinierten Nomenklatur betreffen die kombinierte Nomenklatur des gemeinsamen Zolltarifs der Europäischen Gemeinschaften.

§ 3. Der in Artikel 4, § 2 erwähnte Beitrag wird mit Hilfe des Programmvertrags über die Regelung der Verkaufspreise für Mineralölprodukte angerechnet.

Wenn aus irgendwelchem Grund die Höchstpreise für Mineralölprodukte nicht mehr durch den Programmvertrag festgelegt werden, trifft der Föderalstaat die notwendigen Maßnahmen, damit die gesamten, für den Fonds vorgesehenen Beiträge verfügbar bleiben, und zwar unter den sich aus § 3, Absatz 1 ergebenden Anfangsbedingungen und unter Einhaltung des Prinzips der Kostenteilung je zur Hälfte zwischen dem Sektor und dem Verbraucher.

Art. 5 - § 1. Unbeschadet des Inhalts von Artikel 10, 2° des vorliegenden Abkommens teilt der Fonds den akzisenpflichtigen Betrieben spätestens am letzten Werktag des dritten Monats nach jedem Quartal die Beträge mit, die sie aufgrund des vorliegenden Abkommens zahlen müssen, und zwar auf der Grundlage der im Laufe dieses Quartals zum Verkauf angebotenen Mengen, wie sie im Rahmen des Akzisensteuersystems für die Mineralöle bestimmt worden sind.

Zu diesem Zweck teilt der Fonds für die Analyse der Mineralölprodukte auf der Grundlage der Angaben, über die er verfügt, dem Fonds und zwar spätestens am fünfzehnten Werktag des dritten Monats nach jedem Quartal die Mengen mit, die jeder akzisenpflichtige Betrieb im Laufe des Quartals zum Verkauf angeboten hat.

§ 2. Die Pflichtbeiträge werden spätestens am letzten Werktag des Monats, der auf die in § 1 erwähnte Mitteilung folgt, eingezahlt.

Der akzisenpflichtige Betrieb verfügt über eine Frist von einem Monat ab dem Datum des Eingangs der in § 1 erwähnten Mitteilung, um an die zuständige föderale Verwaltung eine Beschwerde, mittels deren der mitgeteilte Betrag bestritten wird, per Einschreibebrief zu richten.

Die Beschwerden, die nach der im vorstehenden Absatz erwähnten Frist gerichtet werden oder die Unterschiede betreffen, die höchstens fünfundzwanzig Euro betragen, sind unzulässig.

Ab dem Eingang der eingereichten Beschwerde verfügt die zuständige föderale Verwaltung über eine Frist von einem Monat, um eine Entscheidung über die Beschwerde zu treffen. Mangels einer Entscheidung innerhalb dieser Frist wird die Beschwerde als zurückgewiesen betrachtet.

§ 3. Die akzisenpflichtigen Betriebe müssen die übermittelten Beträge innerhalb der in § 2 erwähnten Frist durch Einzahlung auf das Konto des Fonds begleichen.

Art. 6 - § 1. Wenn der Fonds der Auffassung ist, dass es notwendig ist, den in Artikel 4, § 2, 1. Absatz des vorliegenden Abkommens vorgesehenen Pflichtbeitrag zwecks der Ausführung seiner Aufgabe und zwecks der Deckung seiner Betriebskosten zu erhöhen, oder aber zu verringern, wenn dies die Ausführung seiner Aufgabe und die Deckung seiner Betriebskosten nicht verhindert, holt er die Genehmigung der Bodensanierungskommission ein.

§ 2. Ein Antrag auf die Erhaltung einer Anpassung im Sinne von § 1 muss bei der Bodensanierungskommission in siebenfacher Ausfertigung durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung eingereicht werden.

§ 3. Die Antragsakte muss einen Finanzplan und einen Haushaltsplan für die übrige Zulassungsdauer enthalten.

Sie umfasst insbesondere die folgenden Angaben:

- ein Erklärungsschreiben, in dem die Notwendigkeit der Anpassung des Pflichtbeitrags nachgewiesen wird;
- die Einschätzung der erforderlichen Einnahmen;
- die Art und Weise, wie die Einnahmen zugunsten der Tätigkeiten des Fonds zugeteilt werden, unter anderem durch die Bildung eventueller Reserven;
- die Einschätzung der Ausgaben, einschließlich der Betriebsausgaben;
- die Finanzierungsart der möglichen Defizite.

§ 4. a) Wenn die Bodensanierungskommission ein positives Gutachten über die vorgeschlagene Erhöhung oder Verringerung des Beitrags abgibt, übermittelt sie den regionalen Regierungen und den föderalen Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Wirtschaftsangelegenheiten und die Energie gehören, die Antragsakte zur Zustimmung;

b) Wenn die vorgeschlagene Erhöhung oder Verringerung des Beitrags angenommen wird, wird sie durch den in Artikel 4, § 3 erwähnten Programmvertrag nach den durch die Unterzeichner des Programmvertrags festgelegten Modalitäten geregelt.

§ 5. Jegliche Abänderung des Beitrags führt zu einer Abänderung des Artikels 4, § 2 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens.

Art. 7 - § 1. Auf Antrag des Fonds teilt der Fonds für die Analyse der Mineralölprodukte ihm die gesamten Auskünfte mit, über die er verfügt und die notwendig sind, um kontrollieren zu können, ob die akzisenpflichtigen Betriebe den in Artikel 4 des vorliegenden Abkommens vorgesehenen Verpflichtungen nachkommen.

§ 2. Wenn festgestellt wird, dass ein akzisenpflichtiger Betrieb die in Artikel 4 des vorliegenden Abkommens erwähnten Verpflichtungen auf eindeutige Weise nicht anerkennen will, ist der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, oder dessen Vertreter berechtigt, die Zulassung zu entziehen, über die jeder akzisenpflichtige Betrieb aufgrund des Gesetzes vom 10. Juni 1997 über die allgemeine Regelung, den Besitz, den Verkehr und die Kontrolle der akzisenpflichtigen Waren verfügen muss, um seine Tätigkeiten wahrzunehmen.

Diese Strafe darf erst ausgesprochen werden, wenn der betroffene Betrieb vorher von dem föderalen Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, oder von seinem Vertreter sowie von der Interregionalen Bodensanierungskommission angehört worden ist.

Unbeschadet der vorstehenden Absätze finden die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. Juni 1997 über die allgemeine Regelung, den Besitz, den Verkehr und die Kontrolle der akzisenpflichtigen Waren Anwendung auf das im ersten Absatz erwähnte Verfahren zum Entzug der Genehmigung.

Abschnitt 2 — Zulassung, Verpflichtungen und Kontrolle des Fonds

Unterabschnitt 1 — Zulassung des Fonds

Art. 8 - Die Zulassung des in Artikel 3 vorgesehenen Fonds darf nur einer juristischen Person, die die folgenden Bedingungen erfüllt, erteilt werden:

1° als Vereinigung ohne Erwerbszweck gemäß dem Gesetz vom 27. Juni 1921 zur Gewährung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Erwerbszweck und gemeinnützige Einrichtungen gegründet sein;

2° die Ausführung der in Artikel 3, § 1 beschriebenen Aufgabe nach den Modalitäten des vorliegenden Abkommens als einzigen Satzungszweck haben;

3° zu seinen Verwaltern und zu den Personen, die die juristische Person verbinden können, nur Personen rechnen, die im Besitz ihrer bürgerlichen und politischen Rechte sind und die nicht wegen Verstoß gegen die föderale oder eine regionale Umweltgesetzgebung oder gegen die Umweltgesetzgebung eines Mitgliedsstaats der Europäischen Union durch einen rechtskräftigen Beschluss oder durch ein rechtskräftiges Urteil eines richterlichen Kollegiums verurteilt worden sind;

4° vor dem Inkrafttreten von Artikel 4, § 1 des vorliegenden Abkommens über die Mittel verfügen, die für die Ausführung seiner Aufgabe und die Übernahme seiner Anfangsbetriebskosten notwendig sind;

5° für die betroffenen Sektoren genügend repräsentativ sein.

Art. 9 - § 1. Der Antrag auf Zulassung muss bei der interregionalen Bodensanierungskommission in siebenfacher Ausfertigung durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung eingereicht werden.

Die interregionale Bodensanierungskommission übermittelt dem föderalen Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaftsangelegenheiten und die Energie gehören, die Antragsakte zur Information.

§ 2. Der Antrag umfasst die folgenden Angaben:

1° eine Abschrift der im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Satzungen;

2° einen Finanzplan und einen Haushaltsplan für die Dauer der Zulassung, insbesondere mit den folgenden Angaben:

- die Methoden zur Erhebung des Pflichtbeitrags;
- die Bedingungen und die Modalitäten für die Anpassung der Pflichtbeiträge;

- die Art und Weise, wie die Einnahmen dem Betrieb des zuzulassenden Fonds zugewiesen werden, insbesondere durch die Bildung eventueller Reserven;
- die Einschätzung der Ausgaben, einschließlich der Betriebsausgaben;
- die Finanzierungsart der möglichen Defizite;

3° die Projekte eines Musterabkommens, das der zu bildende Fonds mit den Betreibern, den Benutzern und/oder den Eigentümern der verschmutzten Gelände abschließen muss, um die Sanierung der verschmutzten Standorte oder Gelände vorzunehmen.

§ 3. Die interregionale Bodensanierungskommission trifft eine Entscheidung innerhalb vier Monaten nach dem Eingang des Antrags. Mangels einer Entscheidung innerhalb der vorerwähnten Frist wird davon ausgegangen, dass die Zulassung für eine Periode von zehn Jahren erteilt wird. In diesem Fall ist der Fonds verpflichtet, den Angaben der Akte des Zulassungsantrags und den Bestimmungen des vorliegenden Abkommens nachzukommen.

Wenn die Antragsakte unvollständig ist oder wenn sie die in §§ 1 und 2 erwähnten Punkte nicht enthält oder wenn die interregionale Bodensanierungskommission zusätzliche Auskünfte beantragt, wird diese Frist bis zum Zeitpunkt unterbrochen, an dem die Kommission den Antragsteller durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung benachrichtigt, dass die Akte vollständig ist oder dass die Antwort auf den Antrag auf Auskünfte befriedigend ist.

§ 4. Die Zulassung wird für eine Höchstdauer von zehn Jahren erteilt. Sie kann höchstens für eine erneuerbare Periode von fünf Jahren verlängert werden. Die Zulassung kann bedingt sein.

Der Zulassungsbeschluss wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Unterabschnitt 2 — Verpflichtungen zu Lasten des Fonds

Art. 10 - Der Fonds ist verpflichtet,

1° den in der Zulassung festgelegten Bedingungen nachzukommen;

2° die Beiträge der betroffenen akzisenpflichtigen Betriebe ohne Diskriminierung und ohne Individualisierung zu erheben, um die tatsächlichen und vollständigen Kosten für die Verpflichtungen, die aufgrund des vorliegenden Abkommens zu seinen Lasten sind, zu decken;

Zu diesem Zweck ist der Fonds berechtigt, entweder einen dazu bevollmächtigten Betriebsrevisor oder die zuständige föderale Verwaltung, die die Angaben des Fonds für die Analyse der Mineralölprodukte verwenden darf, heranzuziehen, ohne dass der Anspruch auf die Dienstleistungen des/der einen den Anspruch auf die Dienstleistungen des/der anderen ausschließt.

Die zuständige föderale Verwaltung ist berechtigt, bei dem Fonds die Erstattung der verursachten Kosten zu beantragen. Diese Kostenerstattung kann Gegenstand einer Vereinbarung zwischen dem Fonds und dem Belgischen Staat sein;

3° den Betreibern, den Benutzern und/oder den Eigentümern der Gelände zu gegebener Zeit genügend Informationen über die Beteiligungsmodalitäten des Fonds zu erteilen;

4° im Fall einer Schließung die Sanierung der betroffenen verschmutzten Standorte ohne Diskriminierung, im Namen und für Rechnung der Betreiber, der Benutzer und/oder der Eigentümer durchzuführen und zu finanzieren, und im Falle der Weiterführung des Betriebs der Tankstelle Ratschläge zu erteilen, die verwaltungsmäßige Bearbeitung zu gewährleisten, die Sanierung der betroffenen verschmutzten Standorte oder Gelände zu kontrollieren und zu finanzieren sowie die Sanierungskosten teilweise zu erstatten, und dies ohne Diskriminierung und nach den in Artikeln 12 bis 17 festgelegten Modalitäten. Im Falle einer Sanierung als Übergangsmaßnahme wird die Aufgabe des Fonds auf die Erstattung der Kosten für die Bodensanierung unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 12 bis 17 einschließlich beschränkt, wobei vorausgesetzt wird, dass diese Verpflichtung erst effektiv wird, wenn der Fonds dank der Erhebung der im Punkt 2° erwähnten Beiträge über ein genügendes Vermögen verfügt;

5° einen Versicherungsvertrag zur Deckung der Schäden, die ggf. durch die vorhergesehenen Tätigkeiten verursacht werden können, abzuschließen;

6° Betriebsrevisoren zu bestellen, die mit der Kontrolle der Erhebung der Pflichtbeiträge sowie mit der Kontrolle der Bilanzen und der Jahresabschlüsse des Fonds beauftragt sind;

7° ein jährliches Sanierungsprogramm zu erstellen und der Kommission zur Zustimmung vorzulegen, und dies spätestens am 31. Dezember des Jahres vor dem Durchführungsjahr und nach den in Artikel 21, 3° vorgesehenen Modalitäten.

Das jährliche Sanierungsprogramm muss mindestens Folgendes enthalten:

— eine Liste der verschmutzten Standorte oder Gelände, die im Laufe des nächsten Jahres Gegenstand einer Sanierung sein müssen;

— eine Bewertung der Prioritäten, nach denen die verschmutzten Standorte oder Gelände je nach den Risiken für Mensch und Umwelt, die auf die festgestellte Verschmutzung zurückzuführen sind, saniert werden müssen;

— eine Einschätzung der gesamten Kosten für die im Laufe des nächsten Jahres vorzunehmenden Sanierungen;

— einen ausführlichen Bericht über die Durchführung des vorherigen Sanierungsprogramms, ggf. mit einer Erläuterungsnotiz über die eventuellen Abweichungen von diesem Programm;

8° jedes Jahr der interregionalen Bodensanierungskommission seine Bilanz und Erfolgsrechnungen für das vergangene Jahr und den Haushaltsplan für das folgende Jahr unter Beachtung der durch die interregionale Bodensanierungskommission festgelegten Formen und Fristen vorzulegen;

9° jedes Jahr der interregionalen Bodensanierungskommission die gesamten nützlichen Angaben über das abgelaufene Kalenderjahr oder die gesamten Erwartungen für das laufende Kalenderjahr, was die Durchführung und die Finanzierung der Sanierung der verschmutzten Standorte oder Gelände betrifft, unter Beachtung der durch die interregionale Bodensanierungskommission festgelegten Formen und Fristen vorzulegen;

10° der interregionalen Bodensanierungskommission jegliche Abänderung der Satzungen, der Zusammensetzung der Generalversammlung oder des Verwaltungsrats mitzuteilen.

Unterabschnitt 3 — Kontrolle des Fonds

Art. 11 - Die interregionale Bodensanierungskommission ist berechtigt, die Betriebsrevisoren des Fonds zu befragen, um die gesamten, von ihr erwünschten Auskünfte zu erhalten. Wenn der Fonds keinen Betriebsrevisor bestellt hat, ist die interregionale Bodensanierungskommission berechtigt, die Buchhaltung des Fonds durch einen von ihr bestellten Betriebsrevisor überprüfen zu lassen. Diese Aufgabe wird auf Kosten des Fonds vorgenommen.

Die Mitglieder der interregionalen Bodensanierungskommission werden auf ihren Antrag hin durch den Verwaltungsrat des Fonds angehört. Sie sind jederzeit berechtigt, den Betriebsrevisor zu befragen und von der Buchhaltung, dem Briefwechsel, den Protokollen und im allgemeinen allen Unterlagen und Geschäftsbüchern des Fonds Kenntnis zu nehmen. Sie sind berechtigt, die Verwalter und Beauftragten des Fonds um alle Erläuterungen und Informationen zu ersuchen und alle Überprüfungen, die ihrer Ansicht nach für die Durchführung der ihnen durch Artikel 21, 22, 23, 24 und 25 erteilten Aufgaben notwendig sind, vorzunehmen.

Abschnitt 3 — Arbeitsweise des Fonds

Unterabschnitt 1 – Gemeinsame Bestimmungen im Falle einer Beteiligung des Fonds

Art. 12 - § 1. Die effektive Beteiligung des Fonds beschränkt sich auf die Sanierung der verschmutzten Standorte oder Gelände.

Unbeschadet der Bestimmung laut Artikel 13, § 5 des vorliegenden Abkommens kommen für eine effektive Beteiligung des Fonds nicht in Betracht:

1° die Kosten für die Sanierung der Bodenverschmutzung, die auf einen Vorfall zurückzuführen ist, der sich nach dem Antrag auf Beteiligung ereignet hat;

2° die Kosten für die Sanierung der Bodenverschmutzung, die in keinerlei Weise mit dem Betrieb der Tankstelle zusammenhängt.

§ 2. Folgende Personen dürfen die Beteiligung des Fonds in Anspruch nehmen:

1° der Betreiber, der Eigentümer oder der Benutzer, der aufgrund der jeweiligen regionalen Gesetzgebung in Sachen Bodensanierung zu einer Sanierung verpflichtet ist oder der in den Fällen einer Sanierung als Übergangsmaßnahme dazu verpflichtet ist oder war;

2° wenn es aufgrund der jeweiligen regionalen Gesetzgebung in Sachen Bodensanierung keinen Betreiber, Eigentümer oder Benutzer gibt, der zu einer Sanierung verpflichtet ist oder der in den Fällen einer Sanierung als Übergangsmaßnahme dazu verpflichtet ist oder war, der Betreiber, der Eigentümer oder der Benutzer, der eine Sanierung vornehmen möchte, wobei vorausgesetzt wird, dass:

— der Eigentümer, der die Sanierung vornehmen möchte, die Beteiligung nur beantragen darf, wenn es keinen Betreiber gibt;

— der Benutzer, der die Sanierung vornehmen möchte, die Beteiligung nur beantragen darf, wenn es keinen Eigentümer gibt, der die Sanierung vornehmen möchte.

Unterabschnitt 2 — Beteiligung des Fonds im Fall einer Schließung

Art. 13 - § 1. Der Betreiber, der Benutzer oder der Eigentümer eines verschmutzten Geländes, der seinen Anspruch auf die Beteiligung des Fonds gelten lassen möchte, verfügt unter Gefahr der Aberkennung seines Rechts über eine Frist von 12 Monaten ab der Veröffentlichung der Zulassung des Fonds im *Belgischen Staatsblatt*, um seinen Antrag auf Beteiligung durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung einzureichen.

§ 2. Unbeschadet von Artikel 12 des vorliegenden Abkommens beteiligt sich der Fonds direkt an den gesamten Kosten für die vorgeschriebene zusätzliche Studie, den Abbau von unterirdischen Anlagen für die Treibstofflagerung und -versorgung, die Bodensanierung und die Überwachung, die den verschmutzten Standort oder das verschmutzte Gelände betreffen.

Die Kosten für die als sachgemäß betrachtete Orientierungsstudie sind ebenfalls in den Kosten für die vorgeschriebene zusätzliche Studie inbegriffen, insofern die Orientierungsstudie Elemente einer zusätzlichen Studie enthält. In diesem Fall beschränkt sich die Beteiligung des Fonds auf diejenigen Kosten für die zusätzliche Studie, die 6.200 Euro überschreiten.

Die Beteiligung des Fonds beschränkt sich immer auf die tatsächlichen Kosten, die notwendig sind, um die Bodensanierung gemäß dem in der jeweiligen regionalen Gesetzgebung angeführten BAT-Prinzip ("best available technology") auszuführen.

§ 3. Wenn die Sanierung eines verschmutzten Standortes oder Geländes technisch nicht von einer Sanierung einer in keinerlei Weise mit dem Betrieb der Tankstelle zusammenhängenden Bodenverschmutzung getrennt werden kann, ist der Fonds verpflichtet, die gesamten Verschmutzungen gleichzeitig zu sanieren und die damit verbundenen Sanierungskosten vorzustrecken.

§ 4. Wenn die Sanierung eines verschmutzten Standortes oder Geländes technisch von der Sanierung einer in keinerlei Weise mit dem Betrieb der Tankstelle zusammenhängenden Bodenverschmutzung getrennt werden kann, die getrennte Sanierung jedoch zu Mehrkosten führen würde, ist der Fonds verpflichtet, die gesamten Verschmutzungen gleichzeitig zu sanieren und die zusätzlichen Sanierungskosten, die mit der außerbetrieblichen Verschmutzung zusammenhängen, vorzustrecken, wenn der Betreiber oder der Eigentümer dies ausdrücklich beantragt.

§ 5. Im Falle der Anwendung von §§ 3 und 4 des vorliegenden Artikels verlangt der Fonds vom Betreiber, Benutzer oder Eigentümer der Tankstelle die Rückerstattung der Kosten für die Sanierung einer in keinerlei Weise mit dem Betrieb zusammenhängenden Bodenverschmutzung. Wenn die Mehrkosten 2.500 Euro nicht überschreiten, bleiben sie zu Lasten des Fonds.

§ 6. Im Falle der Anwendung von §§ 3 und 4 des vorliegenden Artikels ist der Fonds berechtigt, die Kosten für die Sanierung einer in keinerlei Weise mit dem Betrieb der Tankstelle zusammenhängenden Verschmutzung nur dann vorzustrecken, wenn der Betreiber, Benutzer oder Eigentümer vorher eine finanzielle Garantie zugunsten des Fonds angelegt hat, um die Rückerstattung dieser Kosten zu garantieren. Die finanzielle Garantie muss vom Fonds gemäß §§ 7 bis 12 des vorliegenden Artikels ausdrücklich angenommen werden.

§ 7. Die in § 6 des vorliegenden Artikels erwähnte finanzielle Garantie kann getrennt oder kombiniert eine der folgenden Formen annehmen:

1° eine unwiderrufliche Bürgschaft, die durch ein Geldinstitut gewährt wird, aufgrund deren letzteres verpflichtet ist, auf einfachen Antrag des Fonds die von diesem Fonds vorgelegten Rechnungen betreffend die Ausführung der Bodensanierung zu begleichen und dies infolge einer vom Fonds an das Geldinstitut per Einschreibebrief gerichteten Benachrichtigung, dass der Betreiber, der Benutzer und/oder der Eigentümer seine Verpflichtung, die vorgestreckten Kosten gemäß §§ 3 und 4 zu erstatten, nicht oder nur teilweise erfüllt;

2° eine Summe, die in Ausführung einer zwischen dem Fonds, dem Betreiber, dem Benutzer oder dem Eigentümer abgeschlossen Vereinbarung auf das Konto der Hinterlegungs- und Konsignationszentalkasse eingezahlt wird. Aufgrund dieser Vereinbarung erstattet die Hinterlegungs- und Konsignationszentalkasse dem Fonds auf seinen einfachen Antrag die vorgelegten Rechnungen betreffend die in §§ 3 und 4 des vorliegenden Artikels erwähnte Bodensanierung. Nach der Begleichung der vorerwähnten Rechnungen erstattet sie dem Betreiber, dem Benutzer oder dem Eigentümer den Restbetrag und ggf. die Zinsen zurück.

Der Fonds hat ebenfalls die Möglichkeit, als finanzielle Garantie:

1° eine Kautions,

2° eine Hypothek, anzunehmen.

§ 8. Die finanzielle Garantie muss die Kosten für die in §§ 3 und 4 des vorliegenden Artikels erwähnte Bodensanierung, wie sie durch den Fonds eingeschätzt worden sind, decken.

§ 9. Der Betrag, der von dem Garantiegeber eingefordert werden kann, soweit es sich um eine andere Person als den Betreiber, den Benutzer oder den Eigentümer handelt, ist beschränkt auf die Kosten für die in §§ 3 und 4 des vorliegenden Artikels erwähnte Bodensanierung, so wie sie durch den Fonds eingeschätzt worden sind. Wenn die tatsächlichen Kosten für die Bodensanierung diesen Betrag überschreiten, ist der Betreiber, der Benutzer oder der Eigentümer verpflichtet, diese zu tragen.

§ 10. Der Betreiber, der Benutzer oder der Eigentümer übermittelt dem Fonds durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung einen Vorschlag über die Natur und die Höhe der bewilligten finanziellen Garantien innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Eingang eines Einschreibebriefs mit Empfangsbestätigung des Fonds, durch den er dazu aufgefordert wird.

Der Fonds überprüft unverzüglich die Vorschläge zur finanziellen Garantie und benachrichtigt den Betreiber, den Benutzer oder den Eigentümer über seinen Beschluss innerhalb des Monats nach dem Eingang der Vorschläge. Der Fonds ist berechtigt, Abänderungen an den Vorschlägen vorzuschlagen. Wenn der Fonds die vorgeschlagenen Garantien ganz oder teilweise ablehnt, fordert er den Betroffenen auf, ihm innerhalb des Monats angepasste Vorschläge zur Garantie vorzulegen. Außerdem legt er die Natur und die Höhe der anzulegenden Garantien fest.

§ 11. Im Falle der Anwendung von § 3 des vorliegenden Artikels wird jeder Anspruch auf die Beteiligung des Fonds ausgesetzt, solange der Betreiber, der Benutzer oder der Eigentümer eine finanzielle Garantie nicht angelegt hat. Jeder Anspruch auf die Beteiligung erlischt, wenn der Betreiber, der Benutzer oder der Eigentümer innerhalb der in § 10, 1. Absatz des vorliegenden Artikels festgelegten Frist keinen Vorschlag zur finanziellen Garantie gemacht hat oder innerhalb der in § 10, 2. Absatz des vorliegenden Artikels festgelegten Frist keine finanzielle Garantie angelegt hat.

Im Falle der Anwendung von § 4 des vorliegenden Artikels wird die Beteiligung des Fonds für die Sanierung einer in keinerlei Weise mit dem Betrieb der Tankstelle zusammenhängenden Bodenverschmutzung ausgesetzt, solange der sanierungspflichtige Betreiber, Benutzer oder Eigentümer eine finanzielle Garantie nicht angelegt hat. Jeder Anspruch auf die Beteiligung des Fonds, was die Sanierung einer in keinerlei Weise mit dem Betrieb der Tankstelle zusammenhängenden Verschmutzung betrifft, erlischt, wenn der Betreiber, der Benutzer oder der Eigentümer innerhalb der in § 10, 1. Absatz des vorliegenden Artikels festgelegten Frist keinen Vorschlag zur finanziellen Garantie gemacht hat oder innerhalb der in § 10, 2. Absatz des vorliegenden Artikels festgelegten Frist keine angepasste finanzielle Garantie angelegt hat.

§ 12. Die in § 10 des vorliegenden Artikels erwähnten Fristen laufen ab dem Tage, der auf den Eingang des vorerwähnten Einschreibebriefs folgt.

Art. 14 - § 1. Der Betreiber, der Benutzer oder der Eigentümer, der seinen Anspruch auf die Beteiligung des Fonds gelten machen möchte, legt seinem Antrag auf Beteiligung das Folgende bei:

1° die verlangte Anzahl von unterzeichneten Exemplaren der Vereinbarung, deren Muster durch die interregionale Bodensanierungskommission gemäß Artikel 9, § 3 des vorliegenden Abkommens genehmigt worden ist;

2° eine als sachgemäß betrachtete Orientierungsstudie über das verschmutzte Gelände;

3° einen ausgefüllten Fragebogen mit einer Liste der am Tage des Antrags auf Beteiligung in Betrieb befindlichen und außer Betrieb gesetzten Behälter, mit den folgenden Angaben: Behältertyp, Inhalt, Fassungsvermögen und Alter der Behälter, die letzten verfügbaren Bescheinigungen des Druckaufbautests, wenn diese Angaben nicht bereits in der als sachgemäß betrachteten Orientierungsstudie aufgeführt sind;

4° eine vom Betreiber, Benutzer oder Eigentümer unterzeichnete Erklärung, mit der Angabe entweder der gesamten, nach der Durchführung der als sachgemäß betrachteten Orientierungsstudie geschehenen Vorfälle, die eine Bodenverschmutzung verursachen könnten und die den zuständigen öffentlichen Behörden mitgeteilt wurden, oder der Tatsache, das sich kein Vorfall ereignete.

Der Fonds erklärt den Beteiligungsantrag als zulässig und vollständig innerhalb einer Frist von drei Monaten nach seinem Eingang. In diesem Fall übermittelt der Fonds dem Betreiber, dem Benutzer oder dem Eigentümer die erforderlichen, ordnungsgemäß unterzeichneten Exemplare der Vereinbarung.

Wenn der Fonds den Beteiligungsantrag als unzulässig und/oder unvollständig erklärt, informiert er den Betreiber, den Benutzer oder den Eigentümer darüber durch einen ordnungsgemäß begründeten Einschreibebrief.

Gegebenenfalls kann der Fonds dem Betreiber, dem Benutzer oder dem Eigentümer einen Aufschub von einem Monat gewähren, im Laufe dessen die fehlenden Dokumente ihm vorgelegt werden müssen.

In Ermangelung der Vorlage der fehlenden Dokumente innerhalb der vorerwähnten Frist gilt der Antrag auf Beteiligung des Fonds von Rechts wegen als unzulässig und unvollständig.

Die in den Absätzen 2 und 3 des vorliegenden Paragraphen erwähnten Fristen laufen ab dem Tag, der auf den Eingang des Einschreibebriefs folgt.

§ 2. Die Vereinbarung, deren Muster durch die interregionale Bodensanierungskommission gemäß Artikel 9, § 3 des vorliegenden Abkommens genehmigt worden ist, muss mindestens die folgenden Verpflichtungen enthalten:

1° Seitens des Betreibers, des Benutzers oder des Eigentümers, der seinen Anspruch auf die Beteiligung des Fonds gelten machen möchte:

1. das ausdrückliche Mandat zugunsten des Fonds, um in seinem Namen und für seine Rechnung die Maßnahmen zu ergreifen, die für die Durchführung der Sanierung gemäß der regionalen Gesetzgebung über die Bodensanierung notwendig sind;

2. die Verpflichtung, im Falle einer Anwendung von Artikel 13, §§ 3 und/oder 4 des vorliegenden Abkommens, dem Fonds innerhalb der vorgeschriebenen Frist die Kosten für die Sanierung der in keinerlei Weise mit dem Betrieb der Tankstelle zusammenhängenden Bodenverschmutzung zu erstatten;

3. die Verpflichtung, im Falle einer Anwendung von Artikel 13, §§ 3 und/oder 4 des vorliegenden Abkommens, eine finanzielle Garantie zugunsten des Fonds anzulegen, um die Rückerstattung der Kosten für die Sanierung der in keinerlei Weise mit dem Betrieb der Tankstelle zusammenhängenden Bodenverschmutzung, und zwar spätestens innerhalb der in Artikel 13, § 10 vorgeschriebenen Frist, zu garantieren;

4. die Verpflichtung, die Tankstelle spätestens innerhalb von 24 Monaten nach der Veröffentlichung der Zulassung des Fonds im Belgischen Staatsblatt zu schließen, und zu diesem Zweck innerhalb von zwei Monaten nach der Schließung der Tankstelle die gesamten Anlagen an der Oberfläche zu entfernen, ihre unterirdischen Anlagen (insbesondere die Behälter, die Leitungen, die Kanalisationen, die Ölsammler,...) zu entleeren und zu entgasen;

5. die Verpflichtung einerseits innerhalb einer Dauer von 15 Jahren ab dem Ablauf der Frist, im Laufe deren die Tankstelle gemäß § 2, 1°, 4 des vorliegenden Artikels geschlossen werden muss, das verschmutzte Gelände nach der Sanierung nicht für den Betrieb einer Tankstelle zu gebrauchen, dessen Gebrauch nicht zu veranlassen oder zu dulden und andererseits diese Verpflichtung gegenüber Dritterwerbemern mit Hilfe einer Kettenbestimmung zwingend zu machen;

6. die Verpflichtung, dem Fonds die gesamten ausgelegten Ausgaben, einschließlich der Verwaltungskosten, mit Hinzurechnung der gesetzlichen Zinsen zu erstatten, sofort nachdem er aus irgendwelchem Grund das Mandat des Fonds beendet.

Wenn festgestellt wird, dass der Betreiber, der Benutzer oder der Eigentümer im Falle der Anwendung von Artikel 13, § 3, § 2, 1°, 4 und § 2, 1°, 5 die in § 2, 1°, 3 erwähnten Verpflichtungen zu gegebener Zeit nicht erfüllt hat, erlischt der Anspruch auf jegliche Beteiligung des Fonds und das Mandat geht von Rechts wegen zu Ende, wenn es ggf. noch ausgeführt wird. In diesem Fall ist der Fonds berechtigt, vom Betreiber, vom Benutzer oder vom Eigentümer die Rückerstattung der gesamten, schon ausgelegten Ausgaben, einschließlich der Verwaltungskosten, mit Hinzurechnung der gesetzlichen Zinsen, zu verlangen.

2° Seitens des Eigentümers:

1. die Verpflichtung einerseits innerhalb einer Dauer von 15 Jahren ab dem Ablauf der Frist, in deren die Tankstelle gemäß § 2, 1°, 4 geschlossen werden muss, das verschmutzte Gelände nach der Sanierung nicht für den Betrieb einer Tankstelle zu gebrauchen, dessen Gebrauch nicht zu veranlassen oder zu dulden und andererseits diese Verpflichtung gegenüber Dritterwerbemern mit Hilfe einer Kettenbestimmung zwingend zu machen;

2. die Bildung einer Hypothek zugunsten des Fonds, um die in § 2, 1°, 5 und 2°, 1. des vorliegenden Artikels erwähnte Verpflichtung zu gewährleisten;

3° Seitens des Fonds:

Die Verpflichtung, im Rahmen des ihm zu diesem Zweck erteilten Mandats im Namen und für Rechnung des Betreibers, des Benutzers und/oder des Eigentümers, die gesamten Maßnahmen, die für die Durchführung der Sanierung notwendig sind, einschließlich der gegebenenfalls erforderlichen Überwachung gemäß der anwendbaren regionalen Gesetzgebung über die Bodensanierung und unter Beachtung von Artikel 10, 4° des vorliegenden Abkommens zu ergreifen.

§ 3. Jeder Betreiber einer Tankstelle, die auf einem mit der Beteiligung des Fonds sanierten Gelände wieder betrieben wird, ist verpflichtet, einen Versicherungsvertrag zur Deckung der Schäden, die auf den zukünftigen Betrieb zurückzuführen sein könnten, abzuschließen.

Unterabschnitt 3 — Beteiligung des Fonds im Falle der Weiterführung oder der Erneuerung des Betriebs der Tankstelle und für jede Sanierung als Übergangsmaßnahme

Art. 15 - § 1. Unbeschadet von Artikel 12 des vorliegenden Abkommens wird die effektive Beteiligung des Fonds für die Sanierung des verschmutzten Standortes oder Geländes immer auf einen Höchstbetrag von 62 000 Euro beschränkt, wenn der Betrieb der Tankstelle weitergeführt oder erneuert wird, ob als Übergangsmaßnahme oder nicht.

Unbeschadet von Absatz 1 des vorliegenden Artikels wird die effektive Beteiligung des Fonds immer auf die folgenden Beträge beschränkt:

1° 37.200 Euro, was die Bodensanierung betrifft;

2° 37.200 Euro, was die Sanierung der Grundwasserleitschicht betrifft.

Diese letzten Beschränkungen sind jedoch nicht anwendbar, wenn die Sanierung einer aufschwimmenden Schicht Sonderkosten verursacht.

§ 2. Wenn der Antrag eine Sanierung als Übergangsmaßnahme in Verbindung mit einer Schließung betrifft, sind die Bestimmungen von Artikel 13, § 2 anwendbar. Damit diese Anwendung effektiv wird, wird jedoch verlangt, dass der Antragsteller den Beweis erbringt, dass eine Verpflichtung besteht, nach einer Sanierung den verschmutzten Standort oder das verschmutzte Gelände, für den bzw. für das eine effektive Beteiligung beantragt wurde, im Laufe eines Zeitraums von 15 Jahren ab dem Datum, an dem die Tankstelle geschlossen wurde, nicht zu gebrauchen, dessen Gebrauch nicht zu veranlassen oder zu dulden. Diese Verpflichtung muss den Dritterwerbemern durch eine Klausel zur Verpflichtungsübernahme entgegeng gehalten werden.

§ 3. Die gesamten Kosten müssen dem Fonds zur Zustimmung vorgelegt werden. Wenn er der Auffassung ist, dass die Kosten nicht ordnungsgemäß sind oder der Wirklichkeit nicht ganz entsprechen, ist der Fonds berechtigt, seine Beteiligung abzulehnen, wobei er die Gründe seiner Ablehnung angibt.

Art. 16 - § 1. Der Betreiber einer Tankstelle, der seinen Anspruch auf die Beteiligung des Fonds gelten lassen möchte, verfügt unter Gefahr der Aberkennung seines Rechts über eine Frist von 24 Monaten ab der Veröffentlichung der Zulassung des Fonds im Belgischen Staatsblatt, um seinen Antrag auf Beteiligung durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung einzureichen.

§ 2. Innerhalb der in Artikel 15 des vorliegenden Abkommens bestimmten Grenzen erstattet der Fonds die Kosten für die zusätzliche Pflichtstudie, die Sanierung und die Überwachung, die den verschmutzten Standort oder das verschmutzte Gelände direkt betreffen, wobei vorausgesetzt wird, dass:

— die Kosten der als sachgemäß betrachteten Orientierungsstudie ebenfalls in den Kosten für die vorgeschriebene zusätzliche Studie inbegriffen werden, insofern die Orientierungsstudie Elemente einer zusätzlichen Studie enthält. In diesem Falle beschränkt sich die Beteiligung des Fonds an den Studienkosten auf die Kosten für die zusätzliche Studie, die 6.200 Euro überschreiten.

— sich die Beteiligung des Fonds immer auf die tatsächlichen Kosten beschränkt, die notwendig sind, um die Bodensanierung gemäß dem in der jeweiligen regionalen Gesetzgebung angeführten BAT-Prinzip ("best available technology") auszuführen.

Im Falle einer Bodensanierung durch Aushub und Behandlung der verschmutzten Erde, beschränkt sich die Beteiligung des Fonds in allen Fällen auf die tatsächlichen Kosten für:

1° den Aushub der verschmutzten Erde;

2° die Beförderung nach der Abfallaufbereitungsanlage und die Behandlung der verschmutzten Abraumerde in dieser Anlage, die gemäß der betroffenen regionalen Gesetzgebung zugelassen oder genehmigt ist.

Die Kosten für den Aushub der verschmutzten Erde werden auf der Grundlage der Menge behandelter Erde und eines vorher durch den Fonds festgelegten Einheitspreises pro Kubikmeter ausgehobener Erde berechnet. Wenn es notwendig ist, eine Menge Erde, die nicht saniert werden muss, zu entfernen, um die verschmutzte Erde zu erreichen, kann dem Fonds ein Zusatz pro Einheit entfernter Erde, der auf Pauschalgrundlage festgelegt ist, angerechnet werden.

Was die Überwachung angeht, beschränkt sich die Beteiligung des Fonds auf die Überwachungskosten im Laufe einer Periode von fünf Jahren ab der Übermittlung der Übereinstimmungserklärung des Projekts zur Bodensanierung, der Genehmigung des Sanierungsplans oder der Umweltgenehmigung.

Die Rückerstattung der Kosten erfolgt nur auf Vorlage:

1° der gesamten Rechnungen, die sich auf die Ausführung der Sanierung beziehen. Die gesamten vorgelegten Rechnungen müssen auf der Grundlage einer durch den beauftragten Sachverständigen für Bodensanierung verfassten ausführlichen Ausgabenaufstellung gerechtfertigt werden;

2° einer Bescheinigung, einer Abschlusserklärung oder einer anderen Unterlage, die durch die zulässige regionale Behörde aufgestellt ist und die erkennen lässt, dass die Bodensanierung gemäß der Gesetzgebung und den anwendbaren regionalen Merkblättern ausgeführt worden ist;

3° einer Erklärung, die durch einen gemäß der betroffenen regionalen Gesetzgebung zugelassenen Sachverständigen (für Umwelt) verfasst wird und durch die bescheinigt wird, dass die Tankstelle von nun an den gesamten anwendbaren regionalen Umweltnormen genügt.

Die Bescheinigung wird für die Anträge auf Sanierung in Verbindung mit der Schließung als Übergangsmaßnahme nicht verlangt.

Art. 17 - § 1. A. Der Betreiber einer Tankstelle, der seinen Anspruch auf die Beteiligung des Fonds gelten machen möchte, legt seinem Beteiligungsantrag das Folgende bei:

1° die verlangte Anzahl von unterzeichneten Exemplaren der Vereinbarung, deren Muster durch die interregionale Bodensanierungskommission gemäß Artikel 9, § 3 des vorliegenden Abkommens genehmigt worden ist;

2° eine als sachgemäß betrachtete Orientierungsstudie über das verschmutzte Gelände;

3° einen ausgefüllten Fragebogen mit einer Liste der am Tage des Antrags auf Beteiligung in Betrieb befindlichen und außer Betrieb gesetzten Behälter, mit den folgenden Angaben: Behältertyp, Inhalt, Fassungsvermögen und Alter der Behälter, die letzten verfügbaren Bescheinigungen des Druckaufbautests, wenn diese Angaben nicht bereits in der als sachgemäß betrachteten Orientierungsstudie aufgeführt sind;

4° eine vom Betreiber der Tankstelle unterzeichnete Erklärung, mit der Angabe entweder der gesamten, nach der Durchführung der als sachgemäß betrachteten Orientierungsstudie geschehenen Vorfälle, die eine Bodenverschmutzung verursachen könnten und die den zuständigen öffentlichen Behörden mitgeteilt wurden, oder der Tatsache, dass sich kein Vorfall ereignete.

§ 1. B. Der Betreiber einer Tankstelle, der seinen Anspruch auf die Beteiligung des Fonds im Falle einer Sanierung als Übergangsmaßnahme gelten machen möchte, legt seinem Beteiligungsantrag das Folgende bei:

1° die verlangte Anzahl von unterzeichneten Exemplaren der Vereinbarung, deren Muster durch die interregionale Bodensanierungskommission gemäß Artikel 9, § 3 des vorliegenden Abkommens genehmigt worden ist;

2° ein als sachgemäß erklärtes Bodensanierungsprojekt, einen genehmigten Sanierungsplan und eine Umweltgenehmigung, insofern sie aufgrund der geltenden regionalen Regelung erfordert werden;

3° eine Bescheinigung, durch die erklärt wird, dass die Bodensanierung gemäß dem Bodensanierungsprojekt, dem Sanierungsplan oder der Umweltgenehmigung durchgeführt worden ist, insofern die geltende regionale Regelung sie erfordert und wenn diese Bescheinigung schon verfügbar ist.

§ 2. Der Fonds erklärt den Beteiligungsantrag als zulässig und vollständig innerhalb einer Frist von drei Monaten nach seinem Eingang. In diesem Fall übermittelt der Fonds dem Betreiber der Tankstelle die Anzahl der erforderlichen, ordnungsgemäß unterzeichneten Exemplare der Vereinbarung.

Wenn der Fonds den Beteiligungsantrag als unzulässig und/oder unvollständig erklärt, informiert er den Betreiber der Tankstelle darüber durch ordnungsgemäß begründeten Einschreibebrief.

Gegebenenfalls kann der Fonds dem Betreiber der Tankstelle einen Aufschub von einem Monat gewähren, im Laufe dessen die fehlenden Dokumente ihm vorgelegt werden müssen.

In Ermangelung der Vorlage der fehlenden Dokumente innerhalb der vorerwähnten Frist gilt der Antrag auf Beteiligung des Fonds von Rechts wegen als unzulässig.

Die in den Absätzen 1 und 3 des vorliegenden Paragraphen erwähnten Fristen laufen ab dem Tag, der auf den Eingang des Einschreibebriefs folgt.

§ 3. Die Vereinbarung, deren Muster durch die interregionale Bodensanierungskommission gemäß Artikel 9, § 3 des vorliegenden Abkommens genehmigt worden ist, muss mindestens die folgenden Verpflichtungen enthalten:

1° Seitens des Betreibers der Tankstelle:

1. die Verpflichtung, die Sanierung gemäß der regionalen Gesetzgebung über die Bodensanierung vorzunehmen und dabei den verschmutzten Standort oder das verschmutzte Gelände zu sanieren und die Sanierung vorzufinanzieren.

Diese Verpflichtung ist nicht anwendbar, was die Anträge auf eine Sanierung als Übergangsmaßnahme betrifft.

2. die Verpflichtung oder den Beweis, dass die erforderlichen Investitionen auf seine Kosten durchgeführt worden sind, und dass jegliche neue Verschmutzung des verschmutzten Standorts oder Geländes aufgrund der in dieser Sache anwendbaren regionalen Gesetzgebung vermieden wird. Wenn der Antrag eine Sanierung als Übergangsmaßnahme in Verbindung mit einer Schließung betrifft, ist diese Verpflichtung oder dieser Beweis nicht anwendbar;

3. dem Fonds zu erlauben, die angemessene Durchführung der Sanierung zu überprüfen und zu diesem Zweck das Bodensanierungsprojekt oder den Bodensanierungsplan zur vorherigen Zustimmung dem Fonds zu unterbreiten, bevor es/er den betroffenen zuständigen regionalen Behörden vorgelegt wird und gegebenenfalls den Empfehlungen des Fonds nachzukommen. Wenn der Antrag eine Sanierung als Übergangsmaßnahme betrifft, ist diese vorherige Zustimmung nicht anwendbar.

Wenn festgestellt wird, dass der Betreiber der Tankstelle die vorerwähnten Verpflichtungen zu gegebener Zeit nicht erfüllt hat, erlischt der Anspruch auf jegliche Beteiligung des Fonds. Die Vereinbarung gilt als von rechts wegen aufgelöst. In diesem Fall ist der Fonds berechtigt, vom Betreiber die Rückerstattung der gesamten, schon ausgelegten Ausgaben, einschließlich der Verwaltungskosten, mit Hinzurechnung der gesetzlichen Zinsen, zu verlangen.

2° Seitens des Fonds:

1. die Verpflichtung, den Betreiber der Tankstelle bei der Durchführung der Sanierung so gut wie möglich zu unterstützen und zu beraten. Wenn der Antrag eine Sanierung als Übergangsmaßnahme betrifft, wird diese Verpflichtung nicht verlangt;

2. die Verpflichtung, das Sanierungsprojekt oder den Sanierungsplan, das bzw. der vom Betreiber der Tankstelle vorgeschlagen wird, zu gegebener Zeit einzuschätzen sowie zu genehmigen oder abzulehnen, und zwar innerhalb einer Frist von drei Monaten nach dem Vorschlag der vorerwähnten Unterlagen. Mangels dessen wird es bzw. er stillschweigend genehmigt. Wenn der Antrag eine Sanierung als Übergangsmaßnahme betrifft, ist diese Verpflichtung nicht anwendbar.

3. die Verpflichtung, die tatsächlichen Kosten für die Sanierung des verschmutzten Standorts oder Geländes innerhalb drei Monaten nach dem Eingang der in Artikel 16, § 2, 4. Strich des vorliegenden Abkommens vorgesehenen Bescheinigungen und in den in Artikeln 15 und 16 des vorliegenden Abkommens festgelegten Grenzen zu erstatten. Diese Frist beträgt sechs Monate für die Anträge auf Sanierung als Übergangsmaßnahme.

§ 4. Die Vereinbarung muss die geeigneten Modalitäten für die Kontrolle der Erfüllung der Verpflichtungen seitens des Betreibers der Tankstelle enthalten, um die Beteiligung des Fonds auf die Rückerstattung der tatsächlichen Sanierungskosten, die innerhalb der in Artikel 15 und 16 des vorliegenden Abkommens festgelegten Grenzen angenommen worden sind, zu beschränken.

KAPITEL III — Die Bodensanierungskommission

Art. 18 - § 1. Die Regionen setzen eine interregionale Bodensanierungskommission als gemeinsame Einrichtung im Sinne von Artikel 92bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen ein. Die interregionale Bodensanierungskommission wird mit der Rechtspersönlichkeit versehen.

Die interregionale Bodensanierungskommission setzt sich aus sechs effektiven und sechs stellvertretenden Mitgliedern zusammen. Jede Regionalregierung ernennt und entlässt zwei effektive und zwei stellvertretende Mitglieder, die die abwesenden effektiven Mitglieder ersetzen.

§ 2. Die durch die Regionalregierungen zur Verfügung gestellten Mitglieder der interregionalen Bodensanierungskommission bleiben den auf sie anwendbaren statutarischen Bestimmungen unterworfen.

Art. 19 - Die interregionale Bodensanierungskommission versammelt sich mindestens zweimal im Jahr auf Antrag eines Mitglieds und jedesmal, wenn es in Anwendung des vorliegenden Abkommens erfordert wird. Ihre Tagungen sind nur dann gültig, wenn die drei Regionen vertreten sind.

Jedes Jahr bezeichnen die Mitglieder der interregionalen Bodensanierungskommission unter ihren Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen Sekretär, wobei die Wechselfolge der Regionen zu beachten ist.

Jedes Gutachten, jeder Vorschlag oder jeder Beschluss der interregionalen Bodensanierungskommission muss im Konsens angenommen werden. Die Anwesenheit von mindestens einem Vertreter jeder Region ist für die Annahme jedes Gutachtens, jedes Vorschlags oder Beschlusses erforderlich.

Art. 20 - Der jährliche Haushalt der interregionalen Bodensanierungskommission wird durch jede Region gemäß dem in Artikel 16bis, § 1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen benutzten Verteilerschlüssel mit Mitteln ausgestattet.

Art. 21 - § 1. Die interregionale Bodensanierungskommission:

1° erteilt die Zulassung für den Fonds, setzt sie aus, entzieht sie oder ändert die Zulassungsbedingungen, und zwar aus gemeinnützigen Gründen, und nachdem sie den Vertreter des Fonds angehört hat;

2° billigt oder missbilligt die vom Fonds vorgeschlagenen Änderungen des Pflichtbeitrags;

3° bewertet das vom Fonds gemäß Artikel 10 des vorliegenden Abkommens vorgelegte jährliche Sanierungsprogramm und gibt gegebenenfalls ihre Zustimmung oder ihre Ablehnung innerhalb einer Frist von einem Monat nach dem Programmvorschlag ab. Mangels eines Beschlusses innerhalb dieser Frist wird das jährliche Sanierungsprogramm stillschweigend als genehmigt betrachtet. Im Falle einer Ablehnung muss ein abgeändertes Sanierungsprogramm innerhalb der von der interregionalen Bodensanierungskommission festgelegten Frist eingereicht werden, in dem die von der besagten Kommission geäußerten Bemerkungen in Betracht genommen werden müssen;

4° erlegt dem Fonds Ordnungsstrafen nach den in Artikel 24 und folgenden vorgesehenen Modalitäten auf.

§ 2. Die interregionale Bodensanierungskommission überprüft:

1° die Art und Weise, wie der Fonds die ihm anvertrauten Aufgaben erfüllt;

2° die Informationen, die ihr aufgrund Artikel 10, 8°, 9° und 10° und 11 mitgeteilt werden müssen.

§ 3. Die Mitglieder der interregionalen Bodensanierungskommission befragen die Betriebsrevisoren des Fonds, überprüfen die Bücher gemäß Artikel 10, 8° und sorgen für die Kontrolle der Beachtung der Bestimmungen des vorliegenden Abkommens.

§ 4. Die interregionale Bodensanierungskommission erstattet den Regionalregierungen jedes Jahr Bericht über ihre Tätigkeiten.

KAPITEL IV — Kontrolle, Aussetzung und Entzug der Zulassung – Ordnungsstrafen

Abschnitt 1 – Kontrolle

Art. 22 - § 1. Unbeschadet der Befugnisse der Offiziere der Gerichtspolizei sind die Mitglieder der interregionalen Bodensanierungskommission innerhalb jeder zuständigen regionalen Verwaltung mit der Kontrolle der Beachtung der Bestimmungen des vorliegenden Abkommens beauftragt. Die von ihnen aufgestellten Protokolle sind bis auf Gegenbeweis verbindlich.

§ 2. Der Fonds ist verpflichtet, auf Antrag der in § 1 erwähnten Personen die gesamten Dokumente und den gesamten Briefwechsel vorzulegen oder die gesamten Auskünfte über die Erfüllung seiner Verpflichtungen aufgrund des vorliegenden Abkommens mündlich oder schriftlich zu erteilen.

Wenn diese Auskünfte mit Hilfe eines EDV-Systems geführt, aufgestellt, erteilt, erhalten oder aufbewahrt werden, sind die in § 1 erwähnten Personen berechtigt, sich die auf den Datenträgern registrierten Daten in lesbarer und verständlicher Form mitteilen zu lassen. Die in § 1 erwähnten Personen können ebenfalls den Fonds anfordern, in ihrer Anwesenheit und auf seinem Material Kopien der gesamten vorerwähnten Daten oder eines Teils davon in der von ihnen gewünschten Form herzustellen sowie die für die Überprüfung der Erfüllung der Verpflichtungen des vorliegenden Abkommens als notwendig erachteten elektronischen Datenverarbeitungen zu liefern.

§ 3. Der Fonds ist verpflichtet, jederzeit und ohne vorherige Benachrichtigung den freien Zugang zu den Räumen, in denen seine Tätigkeiten ausgeübt werden, zu erlauben, um den in § 1 erwähnten Personen die Möglichkeit zu geben, die Beachtung der Bestimmungen des vorliegenden Abkommens zu kontrollieren.

Bilden u.a. die Räume, in denen eine Tätigkeit ausgeübt wird: die Büros, Fabriken, Werkstätten, Lager, Garagen und Grundstücke, die als Büro, Fabrik, Werkstatt oder Lager dienen.

Abschnitt 2 — Aussetzung und Entzug der Zulassung

Art. 23 - § 1. Wenn eine der in Artikel 10 erwähnten Verpflichtungen nicht erfüllt wird, kann die interregionale Bodensanierungskommission dem Fonds eine Verwarnung per Einschreibebrief zukommen lassen.

§ 2. Die interregionale Bodensanierungskommission ist berechtigt, die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung vorzunehmen, wenn:

- 1° einer ersten Verwarnung keine zufriedenstellende Folge geleistet worden ist;
- 2° der Fonds die in Artikel 10 angeführten Verpflichtungen nicht erfüllt oder nicht genügend erfüllt;
- 3° der Fonds die Gesetze, die Regelungen oder seine Satzungen nicht beachtet;
- 4° Geldunterschlagungen festgestellt worden sind.

Die Zulassung darf erst ausgesetzt oder entzogen werden, wenn der/die Vertreter des Fonds vorher durch die interregionale Bodensanierungskommission angehört worden ist/sind.

§ 3. Wenn die Zulassung des Fonds entzogen worden ist, kann die interregionale Bodensanierungskommission die gesamten geeigneten Maßnahmen treffen, um die Rechte der betroffenen akzisenpflichtigen Betriebe, der Betreiber, der Benutzer und/oder der Eigentümer sowie der Beschädigten zu wahren.

Wenn die Zulassung ausgesetzt worden ist, wird der in Artikel 4, § 1 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens erwähnte Pflichtbeitrag ausgesetzt.

Wenn die Zulassung entzogen worden ist, wird der in Artikel 4, § 1 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens erwähnte Pflichtbeitrag entzogen.

Die Aussetzung und der Entzug der Zulassung werden unverzüglich im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

§ 4. Die interregionale Bodensanierungskommission ernennt einen besonderen Liquidator zwecks der Auflösung.

Solange die Auflösung der Tätigkeiten des Fonds weitergeführt wird, bleibt dieser der Kontrolle der interregionalen Bodensanierungskommission unterworfen.

Abschnitt 3 — Ordnungsstrafen

Art. 24 - § 1. Wenn der Fonds den in Artikel 10, 7° erwähnten jährlichen Sanierungsplan nicht innerhalb den vorgeschriebenen Fristen mitteilt oder mehrmals einen von der Bodensanierungskommission als ungenügend erachteten Sanierungsplan mitteilt, ist die besagte Kommission gemäß den Bestimmungen von Artikel 25 berechtigt, dem Fonds eine Ordnungsstrafe von 25.000 Euro für jeden Plan, der nicht mitgeteilt oder außerhalb der Fristen mitgeteilt wird oder der mehrmals als offensichtlich ungenügend erachtet worden ist, aufzuerlegen.

§ 2. Wenn der Fonds die sonstigen in Artikel 10 erwähnten Verpflichtungen nicht oder mit Verspätung erfüllt, ist die interregionale Bodensanierungskommission berechtigt, ihm auf der Grundlage der verfügbaren Auskünfte und unter Einhaltung der Bestimmungen von Artikel 25 eine Ordnungsstrafe aufzuerlegen, deren Betrag 25 000 Euro nicht überschreiten kann.

Art. 25 - § 1. Die in Artikel 24 erwähnten Ordnungsstrafen werden gemäß Artikel 2 bis 10 und 12ter bis 13 des Gesetzes vom 30. Juni 1971 über die administrativen Geldstrafen, die bei Verstößen gegen bestimmte Sozialgesetze zur Anwendung kommen, festgelegt, und zwar unter Berücksichtigung der folgenden Regeln:

a) für die Anwendung der Artikel 2, 3, 6 bis 8 und 13 des vorerwähnten Gesetzes ist unter "Arbeitgeber" den Fonds zu verstehen;

b) für die Anwendung der Artikel 5, 7 und 13 des vorerwähnten Gesetzes ist unter "Arbeitsauditor" den "Prokurator des Königs" zu verstehen;

c) unter in Artikeln 4, 6 und 10 des vorerwähnten Gesetzes erwähnten Beamten, ist das oder die Mitglied(er) der Bodensanierungskommission zu verstehen;

d) für die Anwendung der Artikel 8 und 9 des vorerwähnten Gesetzes ist unter "Arbeitsgericht" das Gericht erster Instanz zu verstehen;

e) für die Anwendung von Artikel 12ter des vorerwähnten Gesetzes ist unter "Artikel 1 und 1bis" den Artikel 24 des vorliegenden Abkommens zu verstehen.

§ 2. Die Ordnungsstrafe muss innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Tage der Mitteilung des Beschlusses, durch den diese Strafe auferlegt wird, beglichen werden. Diese Ordnungsstrafe wird durch Einzahlung oder Überweisung auf das Konto der Bodensanierungskommission mit als Mitteilung den im Beschluss zum Auferlegen der Strafe erwähnten Angaben beglichen.

Der Erlös der Ordnungsstrafen steht der interregionalen Bodensanierungskommission zu.

Art. 26 - Der Fonds, der den Beschluss der interregionalen Bodensanierungskommission bestreitet, ist berechtigt, einen Einspruch durch Antrag an das Gericht erster Instanz gemäß Artikel 8 des Gesetzes vom 30. Juni 1971 über die administrativen Geldstrafen, die bei Verstößen gegen bestimmte Sozialgesetze zur Anwendung kommen, einzureichen. Die Durchführung des Beschlusses wird nicht durch die Einreichung des Einspruchs ausgesetzt.

KAPITEL V — *Strafbestimmungen*

Art. 27 - Derjenige, der die Vorschriften von Artikel 4, § 1 des vorliegenden Abkommens nicht einhält, wird mit einer Gefängnisstrafe von einer Woche bis zu zwei Monaten und mit einer Geldstrafe, die zehnmal dem Betrag des hinterzogenen Pflichtbeitrags entspricht, mit einem Höchstbetrag von 250 Euro, oder mit einer dieser beiden Strafen bestraft.

Im Wiederholungsfall wird die Geldstrafe verdoppelt.

Derjenige, der die Vorschriften von Artikel 10 des vorliegenden Abkommens nicht einhält, wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahr und mit einer Geldstrafe in Höhe von 25 Euro bis 50 000 Euro oder mit einer dieser beiden Strafen bestraft.

Derjenige, der auf irgend eine Weise die gemäß dem vorliegenden Abkommen organisierte Kontrolle verhindert, wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahr und mit einer Geldstrafe in Höhe von 2,50 Euro bis 25 000 Euro oder mit einer dieser beiden Strafen bestraft.

Art. 28 - Die natürlichen und juristischen Personen haften für die Geldstrafen und Kosten, einschließlich der Gerichtskosten, zu denen ihre Beauftragten, Verwalter, Geschäftsführer, Liquidatoren oder Bevollmächtigten verurteilt werden.

KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

Art. 29 - Zur Beilegung der Streitfälle, die sich aus der Auslegung oder Ausführung des vorliegenden Abkommens ergeben können, wird eine Zusammenarbeitsgerichtsstelle eingesetzt, die sich aus einem Vertreter jeder Region, der durch seine jeweilige Regierung bezeichnet wird, zusammensetzt.

Die Betriebskosten der Zusammenarbeitsgerichtsstelle werden unter Berücksichtigung des in Artikel 16*bis*, § 1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen benutzten Verteilungsschlüssels von jeder Regionalregierung übernommen.

Das Verfahren vor dieser Gerichtsstelle wird gemäß den einschlägigen Bestimmungen des Gesetzes vom 23. Januar 1989 über die in Artikeln 92*bis*, §§ 5 und 6 und 94, § 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen erwähnte Gerichtsbarkeit geleitet.

Art. 30 - § 1. Das vorliegende Abkommen tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

§ 2. In Abweichung von § 1 tritt Artikel 4, § 1 des vorliegenden Abkommens am Tage der Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt der Zulassung des Fonds gemäß Artikel 9, § 4 des vorliegenden Abkommens in Kraft.

Brüssel, am 13. Dezember 2002 in vier Urschriften

Für den Föderalstaat:

Die Vizepremierministerin und Ministerin für Mobilität und Verkehr,

Frau I. DURANT

Der Finanzminister,

D. REYNDERS

Der Minister für Wirtschaft,

Ch. PICQUE

Der Minister für Verbraucherschutz, Gesundheit und Umwelt,

J. TAVERNIER

Der Staatssekretär für Energie und nachhaltige Entwicklung,

O. DELEUZE

Für die Flämische Region:

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung,

P. DEWAELE

Der Minister für Umwelt,

V. DUA

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt,

M. FORET

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Der Minister-Präsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

F.-X. de DONNEA

Der Minister der Umwelt,

D. GOSUIN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 2812

[C — 2003/27572]

15 MEI 2003. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord betreffende de uitvoering en financiering van de bodemsanering van tankstations (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het samenwerkingsakkoord betreffende de uitvoering en financiering van de bodemsanering van tankstations, gesloten te Brussel op 13 december 2002 tussen de federale Staat, de Regering van het Vlaamse Gewest, de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Regering van het Waalse Gewest wordt goedgekeurd. Het zal volkomen gevolg hebben zodra het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 mei 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad 423 (2002-2003) nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 29 april 2003.

Bespreking – Stemming

—
BIJLAGE

Samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering en financiering van de bodemsanering van tankstations

Gelet op artikel 173 van de gecoördineerde Grondwet;

Gelet op de wet van 5 mei 1888, betreffende de inspectie van de gevaarlijke insalubere en hinderlijke inrichtingen, alsmede het toezicht op machines en stoomtoestellen;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van de Vlaamse Raad van 28 juni 1985 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van begrotingsfondsen, in het bijzonder rubriek 32-7 van de bij die wet gevoegde tabel, ingevoegd bij de wet van 24 december 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, en meer in het bijzonder op de artikelen 6, § 1, II, 1°, 2° en 3°, § 1, VI, lid 5, 8° en 9^{2bis}, § 1;

Gelet op de wet van 24 december 1993 tot oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het decreet van de Vlaamse Raad van 22 februari 1995 betreffende de bodemsanering;

Gelet op de Ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;

Gelet op de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben, het verkeer daarvan en de controles daarop;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Overwegende dat in de drie Gewesten milieunormen werden ingevoerd die in de toekomst moeten vermijden dat de bodem, ten gevolge van de uitbating van tankstations, nog ernstig vervuild zou worden;

Overwegende dat bodemverontreiniging tot stand gekomen ten gevolge van de vroegere uitbating van tankstations op een ogenblik dat preventieve regelgeving nog niet afdoende voorhanden was, een belangrijk deel uitmaakt van de bodemverontreiniging en de sanering van die bodemverontreiniging tot aanzienlijke financiële kosten kan leiden;

Overwegende dat het beginsel « de vervuiler betaalt » voor deze bodemverontreiniging niet onverminderd toepassing kan vinden;

Overwegende dat het derhalve aangewezen is om de bodemsanering van aldus verontreinigde tankstations op alternatieve wijze te financieren, met name door de oprichting van een bodemsaneringsfonds met privaatrechtelijk karakter, evenwel onder het toezicht van het openbaar gezag;

Overwegende dat daartoe een persoon van privaatrecht kan worden opgericht, met als taak, in geval van sluiting van een tankstation, in naam en voor rekening van de exploitanten, feitelijke gebruikers of eigenaars van tankstations, de bodemsanering van tankstations te bewerkstelligen en te financieren en, in geval van verderzetting van de uitbating van het tankstation, de bodemsanering te adviseren, administratief op te volgen, te controleren en de bodemsaneringskosten ervan gedeeltelijk terug te betalen, zulks op basis van verplichte bijdragen van alle accijnsplichtige ondernemingen die minerale oliën op de Belgische markt brengen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om in de drie Gewesten gezamenlijk maatregelen betreffende de bodemsanering van voornoemde verontreinigde tankstations te nemen teneinde, enerzijds, de milieueffecten van deze verontreinigingsbronnen te voorkomen en te verminderen zodat een hoog niveau van milieubescherming wordt bereikt zonder dat, anderzijds, de Belgische economische unie en monetaire eenheid wordt verstoord;

Overwegende dat alleen een samenwerkingsakkoord met kracht van wet een voldoende garantie biedt om over het ganse Belgische grondgebied een uniforme regeling te treffen;

Overwegende dat voorliggend samenwerkingsakkoord het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering en financiering van de bodemsanering van tankstations van 22 maart 2001 vervangt;

De federale Staat, vertegenwoordigd door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, de Minister van Financiën, de Minister van Economie, de Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling;

Het Vlaams Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse regering, in de persoon van haar Minister-President en van de Vlaamse minister van Leefmilieu;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van haar Minister-President en van de Minister van Leefmilieu;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in de persoon van haar Minister-President en van de Minister van Leefmilieu;

Kwamen het volgende overeen :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Huidig samenwerkingsakkoord is rechtstreeks toepasselijk.

Huidig samenwerkingsakkoord is van toepassing op de bodemsanering van verontreinigde sites en beoogt hun financiering, zonder, op welke wijze ook, afbreuk te doen aan de rechten en verplichtingen van de betrokken rechtsonderhorigen en overheden zoals die in de wetgeving van de Gewesten werden bepaald.

Art. 2. Voor de toepassing van huidig samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1° Bodemverontreiniging : de verontreiniging van de grond en het grondwater zoals in de wetgeving van de Gewesten gedefinieerd;

2° Bodemsanering : het behandelen van bodemverontreiniging zoals in de wetgeving van de Gewesten gedefinieerd;

3° Tankstation : elke brandstofverdeelinstallatie voor motorvoertuigen, zijnde een installatie voor het vullen van brandstoftanks van motorvoertuigen met vloeibare koolwaterstoffen bestemd voor de voeding van de erop geïnstalleerde motor(en), die als verkooppunt voor het publiek wordt of minstens tot en met 31 december 1992 werd uitgebaat.

Vallen niet onder het begrip « tankstation », alle brandstofverdeelinstallaties die voor een ander gebruik (verdeling van brandstoffen voor een ander gebruik dan voor motorvoertuigen; verdeling van brandstoffen voor motorvoertuigen met het oog op andere handelsdoeleinden dan verkoop aan het publiek, zoals de verdeling van brandstoffen voor motorvoertuigen in eigen beheer en/of voor eigen gebruik) worden of werden aangewend.

4° Sluiting : het definitief beëindigen van de uitbating van een tankstation op een verontreinigd terrein;

5° Verontreinigde site : één of meerdere kadastrale percelen waarop een tankstation gelegen is of was, alsmede de aanpalende kadastrale percelen waarvan de bodem ten gevolge van de uitbating van het tankstation vóór aanvraag tot tussenkomst bedoeld in de artikelen 13 en 16, zodanig verontreinigd is dat een bodemsanering zich opdringt op grond van de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering;

6° Verontreinigd terrein : één of meerdere kadastrale percelen waarop een tankstation gelegen is of was, die, ten gevolge van de uitbating van het tankstation vóór aanvraag tot tussenkomst bedoeld in de artikelen 13 en 16, zodanig verontreinigd is dat een bodemsanering zich opdringt op grond van de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering;

7° Accijnsplichtige onderneming : elke natuurlijke of rechtspersoon die motorbrandstoffen in verbruik stelt of bij wie tekorten van motorbrandstoffen worden vastgesteld en in die hoedanigheid overeenkomstig de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben, het verkeer daarvan en de controles daarop, gehouden is tot betaling van accijnzen;

8° Oriënterend onderzoek : elk bodemonderzoek dat overeenkomstig de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering respectievelijk als « oriënterend bodemonderzoek » (Vlaams Gewest), « étude indicative » (Waals Gewest) en « prospectief onderzoek » (Brussels Gewest) wordt gekwalificeerd en niet ouder is dan twee jaar op de datum van de aanvraag tot tussenkomst;

9° Afdoende bevonden oriënterend onderzoek : elk oriënterend onderzoek waarvan de resultaten overeenkomstig de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering door de bevoegde gewestelijke overheden algemeen aanvaard worden dan wel na individuele beoordeling aanvaard werden;

10° Exploitant : de exploitant, zoals bepaald overeenkomstig de milieuvergunningswetgeving van de Gewesten, van een vergunnings- en/of meldingsplichtige inrichting en/of activiteit ingeplant en/of uitgeoefend op een verontreinigd terrein;

11° Eigenaar : de eigenaar van een verontreinigd terrein;

12° Feitelijke gebruiker : de persoon, andere dan de exploitant en eigenaar, die voor eigen rekening de feitelijke controle over het verontreinigd terrein heeft;

13° Fonds : de overeenkomstig de artikelen 8 en 9 van huidig samenwerkingsakkoord erkende rechtspersoon;

14° Overeenkomst : de overeenkomst betreffende de modaliteiten van tussenkomst van het Fonds, gesloten tussen de exploitant, feitelijke gebruiker en/of eigenaar en het Fonds;

15° Interregionale Bodemsaneringscommissie : de commissie bedoeld in artikel 18 van dit samenwerkingsakkoord en belast met de erkenning van en het toezicht op het Fonds;

16° Bevoegde Federale Administratie : de Administratie tot wiens bevoegdheid Energie behoort en waaronder het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten ressorteert;

17° Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten : het fonds bedoeld in artikel 2 van de wet van 24 december 1993 tot oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen.

18° Sanering bij wijze van overgangsmaatregel : een sanering van verontreinigde sites of terreinen die volgende elementen bevat : een bodemsaneringsproject of saneringsplan dat overeenkomstig de van toepassing zijnde regionale regelgeving conform verklaard of goedgekeurd werd en waarvoor de effectieve uitvoering van de bodemsaneringswerken conform het bodemsaneringsproject, het goedgekeurd saneringsplan of de milieuvergunning van start gegaan is na 1 januari 2000 doch uiterlijk 6 maanden na de datum van het verschijnen van de erkenning van het bodemsaneringsfonds in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK II. — Taakstelling, financiering en erkenning van het Fonds

Afdeling 1. — Taakstelling en financiering van het Fonds

Art. 3. § 1. De Interregionale Bodemsaneringscommissie laat, onder de voorwaarden die zij bepaalt, een Fonds toe met als opdracht, in geval van sluiting, in naam en voor rekening van de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar de bodemsanering van de betrokken verontreinigde site of het verontreinigd terrein te bewerkstelligen en te financieren en, in geval van verderzetting van de uitbating van het tankstation, de bodemsanering van de betrokken verontreinigde site of het verontreinigd terrein te adviseren, administratief op te volgen, te controleren en de bodemsaneringskosten ervan gedeeltelijk terug te betalen, dit alles volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 12 tot en met 17.

In het geval van een sanering bij wijze van overgangsmaatregel blijft de opdracht van het Fonds beperkt tot de terugbetaling van de bodemsaneringskosten onverminderd de bepalingen van de artikelen 12 tot en met 17

§ 2. De Interregionale Bodemsaneringscommissie erkent daartoe, onder de voorwaarden als bepaald in de artikelen 8 en 9, een Fonds en oefent controle uit op zijn activiteiten overeenkomstig de voorwaarden als bepaald in de artikelen 21 en volgende.

Art. 4. § 1. De accijnsplichtige ondernemingen zijn gehouden aan het Fonds de stortingen te verrichten die nodig zijn voor het volbrengen van zijn opdracht en voor de dekking van zijn werkingskosten.

§ 2. De verplichte bijdrage die door het Fonds lastens de accijnsplichtige ondernemingen wordt geheven, bedraagt voor :

a) benzines voor motorvoertuigen (GN 2710 11 41 tot 2710 11 59) : 0.0052 EUR per liter brandstof die in verbruik wordt gesteld of waarvan een tekort wordt vastgesteld;

b) gasolie diesel voor wegvoertuigen (GN 2710 19 41 tot 2710 19 49) : 0.0032 EUR per liter brandstof die in verbruik wordt gesteld of waarvan een tekort wordt vastgesteld.

De verwijzingen in deze paragraaf naar de codes van de gecombineerde nomenclatuur hebben betrekking op de Gecombineerde Nomenclatuur van het gemeenschappelijk douanetarief van de Europese Gemeenschap.

§ 3. De in artikel 4, § 2, bedoelde bijdrage zal worden verrekend via de Programmaovereenkomst betreffende de regeling van de verkoopprijzen van de aardolieproducten.

Indien voor een of andere reden, de maximumprijzen van de petroleumproducten niet langer door de Programmaovereenkomst worden vastgelegd, zal de federale Staat de nodige maatregelen treffen opdat de totale bijdragen die voor het Fonds voorzien zijn, beschikbaar zouden blijven onder de aanvankelijke voorwaarden, die resulteren uit § 3, alinea 1, met respect van het principe van de fifty fifty-verdeling van de lasten tussen de sector en de consument.

Art. 5. § 1. Onverminderd het bepaalde in artikel 10, 2°, van huidig samenwerkingsakkoord, betekent het Fonds de accijnsplichtige ondernemingen, uiterlijk op de laatste werkdag van de derde maand volgend op ieder kwartaal, welke stortingen zij krachtens huidig samenwerkingsakkoord verschuldigd zijn en dit op basis van de in de loop van dat kwartaal ter verbruik aangeboden hoeveelheden, zoals deze zijn vastgesteld in het kader van het accijnsstelsel van de minerale oliën.

Daartoe meldt het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten, op basis van de gegevens waarover het beschikt, uiterlijk op de 15° werkdag van de derde maand die volgt op een kwartaal, aan het Fonds, de hoeveelheden die iedere accijnsplichtige onderneming in de loop van dat kwartaal in verbruik heeft gesteld.

§ 2. De verplichte bijdragen worden uiterlijk op de laatste werkdag van de maand volgend op de betekening bedoeld in § 1 betaald.

De accijnsplichtige onderneming beschikt over een termijn van één maand, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de betekening bedoeld in § 1, om per aangetekend schrijven bij de Bevoegde Federale Administratie bezwaar aan te tekenen tegen het betekende bedrag.

Bezwaren die aangetekend worden na het verstrijken van de termijn, bedoeld in het vorig lid, of die betrekking hebben op een verschil kleiner of gelijk aan vijftientwintig euro, zijn niet ontvankelijk.

De Bevoegde Federale Administratie doet over het aangetekende bezwaar uitspraak binnen een termijn van één maand, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het bezwaar. Bij gebreke van uitspraak binnen de voornoemde termijn, wordt het bezwaar geacht stilzwijgend te zijn afgewezen.

§ 3. De accijnsplichtige ondernemingen moeten de betekende bedragen aanzuiveren door storting op de ontvangstrekening van het Fonds, binnen de termijn vastgelegd in § 2.

Art. 6. § 1. Indien het Fonds van oordeel is dat de in artikel 4, § 2, lid 1, van huidig samenwerkingsakkoord bedoelde verplichte bijdrage verhoogd moet worden indien zulks noodzakelijk is voor het volbrengen van zijn opdracht en voor de dekking van zijn werkingskosten, dan wel verlaagd kan worden indien zulks de volbrenging van zijn opdracht en de dekking van zijn werkingskosten niet verhindert, dient zij hiertoe een aanvraag in bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

§ 2. De aanvraag tot het bekomen van een aanpassing zoals bedoeld in § 1 wordt in 7 exemplaren en per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie ingediend.

§ 3. Het aanvraagdossier dient een financieel plan en een begroting voor de resterende duur van de erkenning te bevatten waarin onder meer de volgende gegevens zijn opgenomen :

- een gemotiveerde nota waaruit de noodzaak tot aanpassing van de verplichte bijdrage blijkt;
- de schatting van de vereiste inkomsten;
- de wijze waarop de opbrengsten worden toegewezen ten voordele van de werking van het Fonds, onder meer door de samenstelling van de eventuele reserves;
- de schatting van de uitgaven, inclusief werkingskosten;
- de financieringswijze van de eventuele tekorten.

§ 4. a) Indien de Interregionale Bodemsaneringscommissie een positief advies geeft over de voorgestelde verhoging of verlaging van de bijdrage, stuurt zij het aanvraagdossier ter goedkeuring naar de gewestregeringen en de federale Ministers tot wiens bevoegdheid Economische Zaken en Energie behoren;

b) Indien de voorgestelde verhoging of verlaging van de bijdrage aanvaard wordt, wordt die verrekend via de Programma-overeenkomst bedoeld in artikel 4, § 3 volgens de modaliteiten die bepaald worden door de ondertekenaars van de Programmaovereenkomst.

§ 5. Elke wijziging van de bijdrage zal aanleiding geven tot een wijziging van artikel 4, § 2 van dit samenwerkingsakkoord.

Art. 7. § 1. Het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten deelt aan het Fonds, op zijn verzoek, alle noodzakelijke gegevens mee waarover het beschikt die moeten toelaten te onderzoeken of de accijnsplichtige ondernemingen aan de verplichting bedoeld in artikel 4 van huidig samenwerkingsakkoord voldoen.

§ 2. De vergunning waarover een accijnsplichtige onderneming overeenkomstig de bepalingen van de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben en het verkeer daarvan en de controles daarop, dient te beschikken teneinde haar activiteiten te kunnen uitoefenen, kan, al dan niet op verzoek van het Fonds, doch op voorstel van de Interregionale Bodemsaneringscommissie bedoeld in artikel 18 van huidig samenwerkingsakkoord, door de federale Minister tot wiens bevoegdheid Financiën behoort of zijn afgevaardigde worden opgeheven, indien vastgesteld wordt dat de betrokken accijnsplichtige onderneming op grove wijze tekort schiet aan haar verplichting als bedoeld in artikel 4.

De in lid 1 bedoelde administratieve sanctie kan slechts worden getroffen indien de betrokken accijnsplichtige onderneming voorafgaandelijk gehoord wordt door de federale Minister tot wiens bevoegdheid Financiën behoort of zijn afgevaardigde en de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

Onverminderd de voorgaande leden zijn de bepalingen van de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben, het verkeer daarvan en de controles daarop, van toepassing op de modaliteiten waaronder de in het eerste lid vermelde vergunning kan worden opgeheven.

Afdeling 2. — Erkenning, Verplichtingen en controle van het Fonds

Subafdeling 1. — Erkenning van het Fonds

Art. 8. De erkenning van het Fonds bedoeld in artikel 3 kan alleen worden toegekend aan een rechtspersoon die aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° opgericht zijn als vereniging zonder winstgevend doel overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

2° als uitsluitend statutair doel hebben : de uitvoering van de opdracht omschreven in artikel 3, § 1, volgens de modaliteiten voorzien in huidig samenwerkingsakkoord;

3° de beheerders van de rechtspersoon en de personen die de rechtspersoon kunnen verbinden, dienen hun burgerlijke en politieke rechten te bezitten en mogen niet bij een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest van een rechtscollege veroordeeld zijn voor een inbreuk op de milieuwetgeving van de federale Overheid, de Gewesten of van een lid-Staat van de Europese unie;

4° over de nodige middelen beschikken om, voorafgaand aan de inwerkingtreding van artikel 4, § 1 van huidig samenwerkingsakkoord, de volbrenging van zijn opdracht voor te bereiden en zijn initiële werkingskosten te dekken;

5° voldoende representatief zijn voor de betrokken sectoren.

Art. 9. § 1. De aanvraag tot het bekomen van een erkenning moet per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs in 7 exemplaren worden ingediend bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

De Interregionale Bodemsaneringscommissie maakt ter info een exemplaar van het aanvraagdossier over aan de federale Ministers tot wiens bevoegdheid Economische Zaken en Energie behoren.

§ 2. De aanvraag bevat volgende informatie :

1° kopie van de statuten zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*;

2° een financieel plan en een begroting voor de duur van de erkenning waarin onder meer de volgende gegevens zijn opgenomen :

- de wijze waarop de inning van de verplichte bijdrage gebeurt;
- de voorwaarden en de modaliteiten van herziening van de verplichte bijdragen;
- de wijze waarop de opbrengsten worden toegewezen ten voordele van de werking van het te erkennen Fonds, onder meer door de samenstelling van de eventuele reserves;
- de schatting van de uitgaven, inclusief werkingskosten;
- de financieringswijze van de eventuele tekorten;

3° de ontwerpen van overeenkomsten die door het op te richten Fonds met de exploitanten, feitelijke gebruikers en/of eigenaars van verontreinigde terreinen moet worden afgesloten om de bodemsanering van de verontreinigde sites of de verontreinigde terreinen te bewerkstelligen;

§ 3. De Interregionale Bodemsaneringscommissie treft een beslissing binnen 4 maanden na ontvangst van de aanvraag. Bij gebrek aan beslissing binnen voornoemde termijn, wordt de aanvraag geacht stilzwijgend verkregen te zijn voor een termijn van 10 jaar. In dat geval is het Fonds gehouden zich te gedragen naar de gegevens van het aanvraagdossier dat het heeft ingediend en naar de bepalingen van het huidig samenwerkingsakkoord.

Indien het aanvraagdossier onvolledig is, of indien het niet alle punten vermeld in §§ 1 en 2 bevat of indien de Interregionale Bodemsaneringscommissie bijkomende informatie vraagt, wordt deze termijn geschorst tot op het ogenblik dat de Interregionale Bodemsaneringscommissie, per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, de aanvrager mededeelt dat het dossier volledig is of de verstrekte informatie voldoende is.

§ 4. De erkenning geldt voor een termijn van maximum 10 jaar. De erkenning kan voor een hernieuwbare termijn van maximum 5 jaar worden verlengd. De beslissing kan de erkenning aan voorwaarden onderwerpen.

Elke beslissing inzake de erkenning wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd.

Subafdeling 2. — Verplichtingen ten laste van het Fonds

Art. 10. Het Fonds is gehouden tot :

1° het voldoen aan de voorwaarden van de erkenning;

2° het innen van de bijdragen van de accijnsplichtige ondernemingen op niet — discriminerende en niet — geïndividualiseerde wijze, teneinde de reële en volledige kosten van de verplichtingen die het Fonds ten laste vallen overeenkomstig het huidig samenwerkingsakkoord te dekken.

Het Fonds kan daartoe een beroep doen op de diensten van een daartoe gemandateerde bedrijfsrevisor, de Bevoegde Federale Administratie die gebruik kan maken van de gegevens van het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten, of beide.

De Bevoegde Federale Administratie kan voor de door haar geleverde diensten aan het Fonds een onkostenvergoeding aanrekenen. Desgevallend maakt deze onkostenvergoeding het voorwerp uit van een overeenkomst tussen het Fonds en de Belgische Staat;

3° het verstrekken van afdoende en tijdige informatie aan de exploitanten, feitelijke gebruikers en/of eigenaars van verontreinigde terreinen betreffende de modaliteiten van tussenkomst van het Fonds;

4° in geval van sluiting, in naam en voor rekening van de exploitanten, feitelijke gebruikers of eigenaars de bodemsanering van de betrokken verontreinigde sites of terreinen op niet-discriminatoire wijze te bewerkstelligen en te financieren en, in geval van verderzetting van de uitbating van het tankstation door de exploitant, de bodemsanering van de betrokken verontreinigde sites of terreinen op niet-discriminatoire wijze administratief op te volgen, te controleren en de bodemsaneringskosten ervan gedeeltelijk terug te betalen, dit alles volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 12 tot en met 17, met dien verstande dat in het geval van een sanering bij wijze van overgangsmaatregel blijft de opdracht van het Fonds beperkt tot de terugbetaling van de bodemsaneringskosten onverminderd de bepalingen van de artikelen 12 tot en met 17, met dien verstande dat deze verplichting slechts werkzaam zal zijn van zodra het Fonds, middels het innen van de in 2° bedoelde bijdragen, over een voldoende vermogen beschikt;

5° het sluiten van een verzekeringscontract tot dekking van de schade die uit de voorgenomen activiteiten kan voortvloeien;

6° het aanstellen van bedrijfsrevisoren voor de controle van de inning van de verplichte bijdragen, alsmede de controle van de balansen en de jaarrekeningen van het Fonds;

7° uiterlijk op 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het werkingsjaar, een jaarlijks saneringsprogramma opmaken en ter goedkeuring voorleggen aan de interregionale Bodemsaneringscommissie overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 21, 3°.

Het jaarlijks saneringsprogramma dient minstens te bevatten :

— een lijst van de tijdens het werkingsjaar te saneren sites of terreinen;

— een evaluatie van de prioriteit van de tijdens het werkingsjaar te saneren sites of terreinen, gesteund op het risico van de vastgestelde verontreiniging voor mens en milieu;

— een raming van de globale kostprijs van de tijdens het werkingsjaar uit te voeren saneringen;

— een omstandig verslag betreffende de tenuitvoerlegging van het vorig saneringsprogramma, m.i.v. een toelichting betreffende de eventuele afwijkingen van dit programma.

8° het jaarlijks neerleggen bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie van de balansen en resultaatrekeningen van het voorbije jaar en de begroting voor het volgend jaar, binnen de termijnen bepaald door en in de vorm voorgeschreven door de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

9° het jaarlijks neerleggen bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie van alle nuttige gegevens respectievelijk prognoses, met betrekking tot het voorbije en het lopende kalenderjaar, betreffende de uitvoering en de financiering van de bodemsanering van verontreinigde sites of terreinen, binnen de termijnen bepaald door en in de vorm voorgeschreven door de Interregionale Bodemsaneringscommissie;

10° het meedelen aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie van elke wijziging van de statuten, samenstelling van de algemene vergadering of raad van beheer.

Subafdeling 3. — Controle op het Fonds

Art. 11. De Interregionale Bodemsaneringscommissie kan de bedrijfsrevisoren van het Fonds ondervragen met het oog op het verkrijgen van elke informatie die zij wenst. Indien het Fonds geen bedrijfsrevisoren heeft aangeduid, kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie de boekhouding laten nazien door een bedrijfsrevisor die zij aanstelt. Deze opdracht wordt uitgevoerd op kosten van het Fonds.

De vertegenwoordigers van de Interregionale Bodemsaneringscommissie worden, op hun verzoek, gehoord door de raad van beheer van het Fonds. Zij kunnen op elk moment de bedrijfsrevisor ondervragen en kennis nemen van de boeken, de briefwisseling, de processen verbaal en, in het algemeen, van alle documenten en alle geschriften van het Fonds. Zij kunnen van de beheerders en de personeelsleden van het Fonds alle toelichting en elke informatie verzoeken en overgaan tot elk onderzoek dat door hen noodzakelijk wordt geacht bij de uitoefening van hun bevoegdheden als bepaald in de artikelen 21, 22, 23, 24 en 25 van huidig samenwerkingsakkoord.

Afdeling 3. — Werking van het Fonds

Subafdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen in geval van tussenkomst van het Fonds

Art. 12. § 1. De effectieve tussenkomst van het Fonds is beperkt tot de bodemsanering van verontreinigde sites of terreinen.

Onverminderd het bepaalde in artikel 13, § 5, van huidig samenwerkingsakkoord, komen niet in aanmerking voor effectieve tussenkomst van het Fonds :

1° de bodemsaneringskosten van de bodemverontreiniging die ontstaan is ten gevolge van een incident dat zich na de aanvraag tot tussenkomst heeft voorgedaan;

2° de bodemsaneringskosten van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation.

§ 2. Kunnen van de tussenkomst van het Fonds genieten :

1° de exploitant, eigenaar of de feitelijke gebruiker die overeenkomstig de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering saneringsplichtig is of in de gevallen van een sanering bij wijze van overgangsmaatregel saneringsplichtig is of was;

2° indien er overeenkomstig de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering geen saneringsplichtige exploitant, eigenaar of feitelijke gebruiker is of in de gevallen van een sanering bij wijze van overgangsmaatregel saneringsplichtig is of was, de saneringswillige exploitant, eigenaar of feitelijke gebruiker, met dien verstande dat :

— de saneringswillige eigenaar slechts van de tussenkomst kan genieten indien er geen exploitant is;

— de saneringswillige feitelijke gebruiker, slechts van de tussenkomst kan genieten indien er geen saneringswillige eigenaar is.

Subafdeling 2. — Tussenkomst van het Fonds in geval van sluiting

Art. 13. § 1. De exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds wenst gebruik te maken, beschikt, op straffe van verval, over een termijn van twaalf maanden, te rekenen vanaf de datum van publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van de erkenning van het Fonds, om per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een aanvraag tot tussenkomst in te dienen.

§ 2. Onverminderd artikel 12 van huidig samenwerkingsakkoord, komt het Fonds rechtstreeks tussen in alle kosten voor verplicht aanvullend onderzoek, ontmanteling van ondergrondse installaties voor opslag en verdeling van motorbrandstoffen, bodemsanering en nazorg die betrekking hebben op de verontreinigde site of het verontreinigde terrein.

Onder de kosten van verplicht aanvullend onderzoek vallen ook de kosten van het afdoende bevonden oriënterend bodemonderzoek in zoverre in dit oriënterend bodemonderzoek reeds aanvullend onderzoek werd uitgevoerd; in dat geval is de tussenkomst van het Fonds beperkt tot de kosten van aanvullend onderzoek die meer dan 6.200 euro bedragen.

De tussenkomst van het Fonds is steeds beperkt tot de reële kosten die noodzakelijk zijn om de bodemsanering overeenkomstig het in de wetgevingen van de Gewesten opgenomen BAT-beginsel uit te voeren.

§ 3. In zoverre de bodemsanering van de verontreinigde site of het verontreinigd terrein technisch niet afsplitsbaar is van de bodemsanering van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation, is het Fonds gehouden beide verontreinigingen te saneren en de eruit voortkomende kosten voor te schieten.

§ 4. In zoverre de bodemsanering van de verontreinigde site of het verontreinigd terrein technisch afsplitsbaar is van de bodemsanering van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation en de afzonderlijke bodemsanering ervan tot meerkosten leidt, is het Fonds enkel gehouden voornoemde verontreiniging mede te saneren en de eruit voortkomende meerkosten voor te schieten indien de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar uitdrukkelijk om de tussenkomst van het Fonds verzoekt.

§ 5. In geval van toepassing van §§ 3 en 4 van dit artikel vordert het Fonds de voorgeschoten meerkosten van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation, terug van de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar. Indien de meerkosten evenwel minder dan 2 500 euro bedragen, dan blijven zij ten laste van het Fonds.

§ 6. Het Fonds kan, in geval van toepassing van §§ 3 en 4 van dit artikel, de kosten van de bodemsanering van een verontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation, slechts voorschieten indien de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar voorafgaandelijk ten voordele van het Fonds een financiële zekerheid heeft gesteld tot garantie van de terugbetaling van die kosten en de financiële zekerheid door het Fonds uitdrukkelijk aanvaard is overeenkomstig de bepalingen van §§ 7 tot en met 12 van dit artikel.

§ 7. De financiële zekerheid bedoeld in § 6 van dit artikel kan de volgende vorm aannemen, afzonderlijk of in combinatie :

1° een onherroepelijke garantie van een financiële instelling krachtens dewelke deze ertoe gehouden is om, na betekening bij een ter post aangetekend schrijven door het Fonds aan de financiële instelling van de vaststelling dat de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar zijn verbintenis tot terugbetaling van de in § 3 en § 4 van dit artikel bedoelde voorgeschoten kosten niet of niet volledig nakomt, op eerste verzoek van het Fonds de door het Fonds overgelegde facturen in verband met de uitgevoerde bodemsanering te betalen;

2° een bedrag gestort op een rekening bij de Deposito- en Consignatiekas ter uitvoering van een overeenkomst tussen het Fonds, de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar, volgens de welke het Deposito- en Consignatiekas op eerste verzoek van het Fonds en na voorlegging van de facturen, aan het Fonds de kosten van de door het Fonds uitgevoerde bodemsanering bedoeld in §§ 3 en 4 van dit artikel terugbetaalt en na betaling van deze facturen het overblijvend saldo evenals de interesten aan de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar terugbetaalt.

Het Fonds heeft tevens de mogelijkheid om als financiële zekerheid te aanvaarden :

1° een borgstelling;

2° een hypotheek.

§ 8. De financiële zekerheid moet betrekking hebben op het bedrag van de kosten van de bodemsanering bedoeld in §§ 3 en 4 van dit artikel, zoals deze door het Fonds geraamd worden.

§ 9. Het bedrag dat kan worden gevorderd van degene die de zekerheid verstrekt, voorzover het een andere persoon betreft dan de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar zelf, is beperkt tot de kosten van de bodemsanering bedoeld in §§ 3 en 4 van dit artikel, zoals deze door het Fonds geraamd worden. Overschrijden de kosten van de bodemsanering dit bedrag, dan blijft de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar gehouden deze te dragen.

§ 10. De exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar betekent, binnen een termijn van zes maanden nadat het Fonds hem daartoe per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs heeft verzocht, aan het Fonds bij ter post aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs een voorstel met betrekking tot de aard en de omvang van de financiële zekerheden.

Het Fonds onderzoekt de voorgestelde financiële zekerheden onverwijld en betekent de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar zijn beslissing bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen een termijn van 1 maand na ontvangst van het voorstel van de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar. Het Fonds kan aanvullingen of wijzigingen voorstellen. Als het Fonds de zekerheden geheel of gedeeltelijk verwerpt, maant het Fonds de betrokkene aan om binnen een maand aangepaste zekerheden te stellen. Het bepaalt daarbij de aard en de hoogte van de zekerheden die moeten gesteld worden.

§ 11. In geval van toepassing van § 3 van dit artikel, wordt elk recht op tussenkomst vanwege het Fonds opgeschort tot zolang de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar geen financiële zekerheid heeft gesteld. Elk recht op tussenkomst vervalt indien de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar geen voorstel van financiële zekerheid heeft gesteld binnen de in § 10, lid 1, van dit artikel bedoelde termijn dan wel geen aangepaste financiële zekerheid heeft gesteld binnen de in § 10, lid 2, van dit artikel bedoelde termijn.

In geval van toepassing van § 4 van dit artikel, wordt het recht op tussenkomst vanwege het Fonds betreffende de bodemsanering van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation opgeschort tot zolang de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar geen financiële zekerheid heeft gesteld. Elk recht op tussenkomst vanwege het Fonds betreffende de bodemsanering van de verontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation vervalt indien de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar geen voorstel van financiële zekerheid heeft gesteld binnen de in § 10, lid 1, van dit artikel bedoelde termijn dan wel geen aangepaste financiële zekerheid heeft gesteld binnen de in § 10, lid 2, van dit artikel bedoelde termijn.

§ 12. De termijnen bedoeld in § 10 van dit artikel vangen aan de dag na de ontvangst van het in dezelfde paragraaf bedoelde aangetekend schrijven.

Art. 14. § 1. De exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds wenst te genieten, voegt bij zijn aanvraag tot tussenkomst :

1° het vereiste aantal ondertekende exemplaren van de overeenkomst, waarvan het model door de Interregionale Bodemsaneringscommissie werd goedgekeurd overeenkomstig artikel 9, § 3 van huidig samenwerkingsakkoord;

2° een afdoende bevonden oriënterend onderzoek met betrekking tot het verontreinigd terrein;

3° een ingevulde vragenlijst met opsomming van de houders in dienst en houders uit dienst op dag van de melding, type product per houder, capaciteit, ouderdom der houders en de laatst beschikbare attesten van de druktesten, zo deze gegevens niet opgenomen werden in het afdoende bevonden oriënterend onderzoek;

4° een door de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar ondertekende verklaring waarbij melding wordt gemaakt van alle aan de bevoegde overheid gemelde incidenten die zijn voorgevallen na de uitvoering van het oriënterend bodemonderzoek en aanleiding kunnen hebben gegeven tot bodemverontreiniging of van het feit dat er geen incidenten zijn voorgevallen.

Het Fonds verklaart de aanvraag tot tussenkomst ontvankelijk en volledig binnen een termijn van drie maanden na ontvangst ervan. In dat geval maakt het Fonds het vereiste aantal door haar medeondertekende exemplaren van de overeenkomst over aan de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar.

Indien het Fonds de aanvraag tot tussenkomst onontvankelijk en/of onvolledig verklaart, deelt het de redenen daarvan, per aangetekend schrijven aan de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar mee.

Zonodig kent het Fonds aan de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar een nieuwe termijn van één maand toe binnen dewelke de ontbrekende stukken en/of informatie hem moeten worden meegedeeld.

Bij gebrek aan mededeling van de ontbrekende stukken en/of informatie binnen de voornoemde termijn, wordt de aanvraag tot tussenkomst van het Fonds van rechtswege geacht onontvankelijk en onvolledig te zijn.

De termijnen bedoeld in leden 2 en 3 van deze paragraaf vangen aan de dag na ontvangst van het aangetekend schrijven.

§ 2. De overeenkomst, waarvan het model door de Interregionale Bodemsaneringscommissie, overeenkomstig artikel 9, § 3 moet worden goedgekeurd, dient minstens de volgende verbintenissen te bevatten :

1° In hoofde van de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar, die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds gebruik wenst te maken :

1. het uitdrukkelijk mandaat ten gunste van het Fonds om in zijn naam en voor zijn rekening alle stappen te zetten die vereist voor de realisatie van de bodemsanering overeenkomstig de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering;

2. de verbintenis om, in geval van toepassing van artikel 13, §§ 3 en/of 4 van huidig samenwerkingsakkoord, de bodemsaneringskosten van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation aan het Fonds terug te betalen, binnen de daartoe voorziene termijn;

3. de verbintenis om, in geval van toepassing van artikel 13, §§ 3 en/of 4 van huidig samenwerkingsakkoord, een financiële zekerheid te stellen ten voordele van het Fonds tot garantie van de terugbetaling van de bodemsaneringskosten van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het tankstation en zulks uiterlijk binnen de in artikel 13, § 10, voorziene termijnen;

4. de verbintenis om uiterlijk binnen 24 maanden na de publicatie van de erkenning van het Fonds in het *Belgisch Staatsblad* zijn tankstation te sluiten en met het oog daarop binnen de twee maanden na de sluiting alle bovengrondse installaties van zijn tankstation te verwijderen en zijn ondergrondse installaties (met name houders, leidingen, riolerings, olievangers,...) te ledigen en gasvrij te maken;

5. de verbintenis om het verontreinigd terrein niet te gebruiken, te doen gebruiken of te laten gebruiken voor de uitbating van een tankstation gedurende een periode van vijftien jaar, te rekenen vanaf het verstrijken van de termijn binnen de welke het tankstation moet worden gesloten overeenkomstig § 2, 1°, 4, van dit artikel, en die verbintenis ten aanzien van derde-verkrijgers afdwingbaar te maken middels een kettingbeding;

6. de verbintenis om alle reeds gemaakte kosten, m.i.v. de beheerskosten, vermeerderd met de wettelijke intrest, aan het Fonds terug te betalen van zodra hij, om welke reden ook, het mandaat van het Fonds beëindigt.

Wanneer vastgesteld wordt dat de exploitant, de feitelijke gebruiker of eigenaar de verbintenissen bedoeld in § 2, 1°, 3, in geval van toepassing van artikel 13, § 3, § 2, 1°, 4 en § 2, 1°, 5, van dit artikel niet of niet tijdig heeft nageleefd, vervalt elk recht op tussenkomst van het Fonds en wordt het mandaat, indien het desgevallend nog in uitvoering is, van rechtswege geacht beëindigd te zijn. In dat geval kan het Fonds alle reeds gemaakte kosten, m.i.v. de beheerskosten, vermeerderd met de wettelijke interest, van de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar terugvorderen.

2° In hoofde van de eigenaar :

1. De verbintenis om het verontreinigd terrein na bodemsanering niet te gebruiken, te doen gebruiken of te laten gebruiken voor de uitbating van een tankstation gedurende een periode van 15 jaar, te rekenen vanaf het verstrijken van de termijn binnen de welke het tankstation moet worden gesloten overeenkomstig § 2, 1°, 4, van dit artikel en die verbintenis ten aanzien van derde-verkrijgers afdwingbaar te maken middels een kettingbeding;

2. Het vestigen van een hypotheek ten gunste van het Fonds, tot garantie van de verbintenis vermeld in § 2, 1°, 5 en 2°, 1, van dit artikel.

3° In hoofde van het Fonds :

De verbintenis om, binnen het kader van het haar daartoe verleende mandaat, in naam en voor rekening van de exploitant, feitelijke gebruiker of eigenaar, alle stappen te zetten die vereist zijn voor de realisatie van de bodemsanering, m.i.v. de desgevallend vereiste nazorg, overeenkomstig de toepasselijke gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering, mits eerbiediging van hetgeen in artikel 10, 4°, van huidig samenwerkingsakkoord is bepaald.

§ 3. Elke exploitant die op het gesaneerde terrein opnieuw een tankstation uitbaat is gehouden een verzekeringscontract te sluiten tot dekking van de schade die uit de toekomstige verontreiniging kan voortkomen.

Subafdeling 3. — Tussenkost van het Fonds in geval van voortzetting van de uitbating of de hernieuwing van de uitbating van het tankstation en voor alle saneringen bij wijze van overgangsmaatregel

Art. 15. § 1. Onverminderd artikel 12 van huidig samenwerkingsakkoord, is de effectieve tussenkost van het Fonds voor de bodemsanering van de verontreinigde site of het verontreinigd terrein indien de uitbating van het tankstation wordt voortgezet of hernieuwd, al of niet bij wijze van overgangsmaatregel, steeds beperkt tot een maximumbedrag van 62.000 EUR.

Onverminderd de bepalingen van lid 1, is de effectieve tussenkost van het Fonds evenwel beperkt tot een maximumbedrag van :

1° 37.200 EUR, wat betreft de bodemsanering van de grond;

2° 37.200 EUR, wat betreft de bodemsanering van het grondwater,

met dien verstande dat deze laatste beperkingen niet gelden indien de sanering van een drijfvlag specifieke kosten met zich brengt.

§ 2. Indien de aanvraag betrekking heeft op een sanering bij wijze van overgangsmaatregel in combinatie met een sluiting, zijn de bepalingen van artikel 13, § 2, van toepassing. Opdat deze toepassing effectief zou zijn, is echter vereist dat de aanvrager het bestaan bewijst van een verbintenis om na sanering de verontreinigde site of het verontreinigde terrein waarvoor een effectieve tussenkost wordt gevraagd, niet te gebruiken, te doen gebruiken of te laten gebruiken voor de uitbating van een tankstation gedurende een periode van vijftien jaar, te rekenen vanaf de datum waarop het tankstation werd gesloten. Deze verbintenis moet ten aanzien van derden-verkrijgers afdwingbaar worden gemaakt door middel van een kettingbeding.

§ 3. Alle kosten moeten ter goedkeuring van het Fonds worden voorgelegd. Deze kan zijn tussenkost op gemotiveerde wijze weigeren, zo hij van oordeel is dat deze kosten niet of niet geheel aan de werkelijkheid beantwoorden.

Art. 16. § 1. De exploitant van een tankstation die van zijn recht op tussenkost van het Fonds wenst gebruik te maken, beschikt, op straffe van verval, over een termijn van vierentwintig maanden, te rekenen vanaf de datum van publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van de erkenning van het Fonds, om per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een aanvraag tot tussenkost in te dienen.

§ 2. Het Fonds betaalt, binnen de perken als bepaald in artikel 15 van huidig samenwerkingsakkoord, de kosten voor verplicht aanvullend onderzoek, bodemsanering en nazorg die rechtstreeks betrekking hebben op de verontreinigde site of het verontreinigd terrein, terug met dien verstande dat :

— onder de kosten van verplicht aanvullend onderzoek ook de kosten van het afdoende bevonden oriënterend bodemonderzoek vallen in zoverre in dit oriënterend bodemonderzoek reeds aanvullend onderzoek werd uitgevoerd; in dat geval is de tussenkost van het Fonds beperkt tot de kosten van aanvullend onderzoek die meer dan 6.200 EUR bedragen;

— de tussenkost van het Fonds steeds beperkt is tot de reële kosten die noodzakelijk zijn om de bodemsanering overeenkomstig het in de wetgevingen van de Gewesten opgenomen BAT-beginsel uit te voeren.

In geval van bodemsanering door uitgraving en verwerking, is de tussenkost van het Fonds in alle geval beperkt tot de reële kosten van :

1° uitgraving van verontreinigde grond;

2° vervoer naar en verwerking van de afgegraven verontreinigde grond in een daartoe overeenkomstig de wetgeving van de Gewesten erkende of vergunde afvalverwerkingsinrichting.

De kosten voor uitgraving van verontreinigde grond worden verrekend op basis van de hoeveelheid verwerkte grond en een vooraf door het Fonds vastgestelde eenheidsprijs per m³ uitgegraven grond. Indien voorafgaandelijk een niet te saneren hoeveelheid grond moet afgegraven worden om de verontreinigde grond te kunnen verwerken, zal een door het Fonds op forfaitaire wijze bepaalde toeslag per eenheid afgegraven niet te saneren grond op het Fonds kunnen worden aangerekend.

De tussenkost van het Fonds, in geval van nazorg, beperkt is tot de kosten van nazorg gedurende een periode van 5 jaar te rekenen vanaf de betekening van de conformverklaring van het bodemsaneringsproject, de goedkeuring van het saneringsplan of de milieuvergunning

De terugbetaling van de kosten slechts plaatsgrijpt na voorlegging :

1° van alle facturen die betrekking hebben op de uitvoering van de sanering; de voorgelegde facturen dienen alle verantwoord te zijn in het licht van een gedetailleerde rekeningsstaat opgesteld door de aangestelde bodemsaneringsdeskundige;

2° van een attest, eindverklaring of aktenaam, opgesteld door de bevoegde gewestelijke overheid, waaruit blijkt dat de bodemsanering overeenkomstig de in dat Gewest toepasselijke normen en codes van goede praktijk werd uitgevoerd;

3° van een attest, opgesteld door een overeenkomstig de wetgeving van het betrokken Gewest erkend (milieu)deskundige, waaruit blijkt dat het hernieuwde tankstation voortaan voldoet aan alle in dat Gewest toepasselijke milieunormen. Het attest is niet vereist bij aanvragen tot sanering in combinatie met de sluiting bij wijze van overgangsmaatregel.

Art. 17. § 1. A. De exploitant van een tankstation die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds wenst te genieten, voegt bij zijn aanvraag tot tussenkomst :

1° het vereiste aantal ondertekende exemplaren van de overeenkomst, waarvan het model door de Interregionale Bodemsaneringscommissie werd goedgekeurd overeenkomstig artikel 9, § 3, van huidig samenwerkingsakkoord;

2° een afdoende bevonden oriënterend onderzoek;

3° een ingevulde vragenlijst met opsomming van de houders in dienst en houders uit dienst op dag van de melding, type product per houder, capaciteit, ouderdom der houders en de laatst beschikbare attesten van de druktesten, zo deze gegevens niet opgenomen werden in het afdoende bevonden oriënterend onderzoek;

4° een door de exploitant van een tankstation ondertekende verklaring waarbij melding wordt gemaakt van alle aan de bevoegde overheid gemelde incidenten die zijn voorgevallen na de uitvoering van het oriënterend bodemonderzoek en aanleiding kunnen hebben gegeven tot bodemverontreiniging of van het feit dat er geen incidenten zijn voorgevallen.

§ 1. B. De exploitant van een tankstation die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds voor een sanering bij wijze van overgangsmaatregel wenst te genieten, voegt bij zijn aanvraag tot tussenkomst enkel :

1° het vereiste aantal ondertekende exemplaren van de overeenkomst, waarvan het model door de Interregionale Bodemsaneringscommissie werd goedgekeurd overeenkomstig artikel 9, § 3, van huidig samenwerkingsakkoord;

2° een conform verklaard bodemsaneringsproject, goedgekeurd saneringsplan en een milieuvergunning voor zover de geldende gewestelijke regelgeving dit vereist;

3° indien reeds beschikbaar een attest waaruit blijkt dat de bodemsanering conform het bodemsaneringsproject, het saneringsplan of de milieuvergunning voor zover de geldende milieuvergunning dit vereist, is uitgevoerd.

§ 2. Het Fonds verklaart de aanvraag tot tussenkomst ontvankelijk en volledig binnen een termijn van drie maanden na ontvangst ervan. In dat geval maakt het Fonds het vereiste aantal door haar medeondertekende exemplaren van de overeenkomst over.

Indien het Fonds de aanvraag tot tussenkomst ontvankelijk en/of onvolledig verklaart, deelt het de redenen daarvan, per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs mee aan de exploitant van het tankstation.

Zonodig kent het Fonds aan de exploitant van het tankstation een nieuwe termijn van één maand mee binnen welke de ontbrekende stukken hem moeten worden meegedeeld.

Bij gebrek aan mededeling van de ontbrekende stukken binnen de voornoemde termijn, wordt de aanvraag tot tussenkomst van het Fonds van rechtswege geacht ontvankelijk te zijn.

De termijnen bedoeld in leden 1 en 3 van deze paragraaf vangen aan de dag na ontvangst van het aangetekend schrijven.

§ 3. De overeenkomst, waarvan het model door de interregionale Bodemsaneringscommissie, overeenkomstig artikel 9, § 3, moet worden goedgekeurd, dient minstens de volgende verbintenissen te bevatten :

1° In hoofde van de exploitant van het tankstation :

1. De verbintenis om de bodemsanering te realiseren overeenkomstig de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering en aldus de verontreinigde site of het verontreinigde terrein te saneren en de bodemsaneringskosten te prefincieren.

Indien het een aanvraag tot sanering bij wijze van overgangsmaatregel betreft, vervalt deze verbintenis;

2. De verbintenis of het bewijs dat op eigen kosten de vereiste investeringen worden verricht die, in toepassing van de gewestelijke wetgeving, noodzakelijk zijn om nieuwe verontreiniging van de site of het verontreinigde terrein te vermijden. Indien de aanvraag een sanering bij wijze van overgangsmaatregel betreft in combinatie met een sluiting is deze verbintenis of bewijs niet van toepassing;

3. De verbintenis om controle vanwege het Fonds op de realisatie van de bodemsanering toe te staan en met het oog daarop elk bodemsaneringsproject of saneringsplan, vooraleer het project voor goedkeuring aan de bevoegde gewestelijke overheid voor te leggen, ter voorafgaandelijke goedkeuring aan het Fonds voor te leggen en zo nodig de aanbevelingen van het Fonds op te volgen. Indien de aanvraag betrekking heeft op een sanering bij wijze van overgangsmaatregel is deze voorafgaandelijke goedkeuring niet vereist.»

Wanneer vastgesteld wordt dat de exploitant van het tankstation voornoemde verbintenissen niet heeft nageleefd, vervalt het recht op elke tussenkomst van het Fonds en wordt de overeenkomst geacht van rechtswege ontbonden te zijn. In dat geval kan het Fonds alle reeds gemaakte kosten, alsmede de wettelijke interest, van de exploitant terugvorderen.

2° In hoofde van het Fonds :

1. De verbintenis om de exploitant van het tankstation bij de realisatie van de bodemsanering naar best vermogen bij te staan en te adviseren. Indien de aanvraag betrekking heeft op een sanering bij wijze van overgangsmaatregel is deze verbintenis niet vereist;

2. De verbintenis om het door de exploitant van het tankstation voorgestelde bodemsaneringsproject of saneringsplan tijdig te beoordelen en goed- of af te keuren, en zulks uiterlijk binnen een termijn van drie maanden na de voorlegging van voornoemde documenten, bij gebreke waarvan het geacht wordt stilzwijgend te zijn goedgekeurd. Deze verbintenis vervalt indien het een sanering bij wijze van overgangsmaatregel betreft;

3. De verbintenis om, binnen het kader van de grenzen bepaald in artikelen 15 en 16 van huidig samenwerkingsakkoord, de reële kosten van bodemsanering van de verontreinigde site of het verontreinigd terrein terug te betalen binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van de attesten bedoeld in artikel 16, § 2, vierde streepje, van huidig samenwerkingsakkoord. Voor aanvragen tot sanering bij wijze van overgangsmaatregel bedraagt deze termijn zes maanden.

§ 4. De overeenkomst dient te voorzien in aangepaste modaliteiten van controle op de naleving van de verbintenissen van de exploitant van het tankstation, opdat de tussenkomst van het Fonds beperkt is tot de vergoeding van de reële en aanvaarde bodemsaneringskosten, binnen de grenzen van de artikelen 15 en 16 van huidig samenwerkingsakkoord.

HOOFDSTUK III. — *De Interregionale Bodemsaneringscommissie*

Art. 18. § 1. De Gewesten richten een Interregionale Bodemsaneringscommissie op als een gemeenschappelijke instelling, bedoeld in artikel 92*bis* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 op de hervorming van de instellingen. De Interregionale Bodemsaneringscommissie heeft rechtspersoonlijkheid.

De Interregionale Bodemsaneringscommissie is samengesteld uit zes effectieve leden en zes plaatsvervangende leden. Elke gewestregering duidt aan en trekt de aanduiding in van twee effectieve leden en twee plaatsvervangende effectieve leden die de effectieve leden vervangen in geval van afwezigheid.

§ 2. De leden van de Interregionale Bodemsaneringscommissie die ter beschikking gesteld zijn door de gewestelijke regeringen, blijven onderworpen aan de statutaire bepalingen die op hen van toepassing zijn.

Art. 19. De Interregionale Bodemsaneringscommissie komt ten minste tweemaal per jaar samen, op vraag van een lid en telkens indien huidige samenwerkingsakkoord het vereist. Zij zetelt slechts geldig indien de drie Gewesten vertegenwoordigd zijn.

De leden van de Interregionale Bodemsaneringscommissie duiden jaarlijks in hun midden een voorzitter en een secretaris aan, waarbij een beurtrol wordt gerespecteerd tussen de Gewesten.

Elk advies, voorstel of beslissing van de Interregionale Bodemsaneringscommissie moet bij consensus worden genomen en vereist de aanwezigheid van minstens één vertegenwoordiger van elk Gewest.

Art. 20. Het jaarlijks budget van de Interregionale Bodemsaneringscommissie wordt ter beschikking gesteld door elk Gewest overeenkomstig de verdeelsleutel gebruikt in artikel 16*bis*, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Art. 21. § 1. De Interregionale Bodemsaneringscommissie :

1° verleent, schorst of heft de erkenning van het Fonds op of wijzigt op elk ogenblik, na de vertegenwoordiger van het Fonds te hebben gehoord, de erkenningsvoorwaarden, om redenen van algemeen belang;

2° keurt de door het Fonds voorgestelde wijziging van de verplichte bijdrage goed of af;

3° evalueert het jaarlijks saneringsprogramma dat haar door het Fonds overeenkomstig artikel 10, 7°, van huidig samenwerkingsakkoord wordt voorgelegd, en geeft in voorkomend geval haar goedkeuring of weigering binnen een termijn van 1 maand nadat het programma haar werd voorgelegd. Bij gebrek aan een beslissing binnen deze termijn, wordt het jaarlijks saneringsprogramma geacht stilzwijgend te zijn goedgekeurd. In geval van weigering moet een aangepast saneringsprogramma worden ingediend binnen de termijn bepaald door de Interregionale Bodemsaneringscommissie, dat rekening houdt met de door de interregionale Bodemsaneringscommissie geformuleerde opmerkingen.

4° legt administratieve geldboetes op aan het Fonds overeenkomstig artikel 24 en volgende;

§ 2. De Interregionale Bodemsaneringscommissie verifieert :

1° hoe het Fonds de hem toevertrouwde taken waarneemt;

2° de informatie die aan haar moet meegedeeld worden krachtens de artikelen 10, 8°, 9° en 10°, en 11.

§ 3. De leden van de Interregionale Bodemsaneringscommissie ondervragen de bedrijfsrevisoren van het Fonds, onderzoeken de rekeningen overeenkomstig artikel 10, 8°, en zijn gelast met het toezicht op de bepalingen van huidig samenwerkingsakkoord.

§ 4. De Interregionale Bodemsaneringscommissie stelt jaarlijks een rapport op over haar activiteiten ten behoeve van de gewestregeringen.

HOOFDSTUK IV. — *Toezicht, schorsing en opheffing van de erkenning van het Fonds en administratieve geldboetes*

Afdeling 1. — Toezicht

Art. 22. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de leden van de interregionale Bodemsaneringscommissie belast met het toezicht op de bepalingen van huidig samenwerkingsakkoord. De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

§ 2. Het Fonds is gehouden om, op verzoek van de in de eerste paragraaf vernoemde personen, alle documenten en briefwisseling ter beschikking te stellen en mondeling of schriftelijk alle inlichtingen met betrekking tot de uitvoering van haar verplichtingen krachtens huidig samenwerkingsakkoord te verstrekken.

Wanneer de documenten en briefwisseling door middel van een geïnformatiseerd systeem worden gehouden, opgemaakt, uitgereikt, ontvangen of bewaard, hebben de in de eerste paragraaf vernoemde personen het recht zich de op informatiedragers geplaatste gegevens in een leesbare en verstaanbare vorm ter inzage te doen voorleggen. De in de eerste paragraaf vernoemde personen kunnen eveneens het Fonds verzoeken om in hun bijzijn en met zijn uitrusting kopieën te maken onder de door hen gewenste vorm van het geheel of een deel van de voormelde gegevens, evenals om de informaticabewerkingen te verrichten die nodig worden geacht om de controle uit te oefenen op de naleving van de verplichtingen van huidig samenwerkingsakkoord.

§ 3. Het Fonds is gehouden om op elk tijdstip en zonder voorafgaande verwittiging, vrije toegang te verlenen tot de ruimten waar het zijn activiteit uitoefent teneinde de in de eerste paragraaf vernoemde personen in staat te stellen de naleving van de bepalingen van huidig samenwerkingsakkoord te controleren.

Als ruimte waar een activiteit wordt uitgeoefend, moeten onder meer worden beschouwd burelen, fabrieken, werkplaatsen, winkels, garages en terreinen die als bureel, fabriek, werkplaats of opslagplaats gebruikt worden.

Afdeling 2. — Schorsing en opheffing van de erkenning van het Fonds en administratieve geldboetes

Art. 23. § 1. Ingeval één van de verplichtingen voorzien in artikel 10 niet wordt nagekomen, kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie per aangetekend schrijven een waarschuwing richten aan het Fonds.

§ 2. De Interregionale Bodemsaneringscommissie kan overgaan tot schorsing of opheffing van de erkenning van het Fonds indien :

1° geen voldoende gevolg aan de eerste waarschuwing werd gegeven;

2° het Fonds niet of onvoldoende voldoet aan de verplichtingen opgesomd in artikel 10;

3° het Fonds niet handelt overeenkomstig de wetten, verordeningen of haar statuten;

4° afwendings van gelden wordt vastgesteld.

De erkenning kan alleen geschorst of opgeheven worden indien de vertegenwoordiger(s) van het Fonds door de Interregionale Bodemsaneringscommissie voorafgaandelijk werd(en) gehoord.

§ 3. Indien de erkenning van het Fonds wordt opgeheven, kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie alle passende maatregelen nemen ter vrijwaring van de rechten van de accijnsplichtige ondernemingen, de betrokken exploitanten, feitelijke gebruikers en/of eigenaars en de benadeelden.

Ingeval de erkenning wordt opgeschort, wordt de bijdrageplicht bedoeld in artikel 4, § 1 van huidig samenwerkingsakkoord opgeschort.

Ingeval de erkenning wordt opgeheven, wordt de bijdrageplicht bedoeld in artikel 4, § 1 van huidig samenwerkingsakkoord opgeheven.

Van de opschorting en opheffing wordt onverwijld in het *Belgisch Staatsblad* melding gemaakt.

§ 4. De Interregionale Bodemsaneringscommissie benoemt voor de vereffening een bijzonder vereffenaar.

Zolang de vereffening van de verrichtingen van het Fonds duurt, blijft het Fonds aan de controle van de interregionale Bodemsaneringscommissie onderworpen.

Afdeling 3. — Administratieve geldboetes

Art. 24. § 1. Indien het Fonds het jaarlijks saneringsprogramma, bedoeld in artikel 10, 7°, niet binnen de opgelegde termijnen neerlegt of bij herhaling een door de Interregionale Bodemsaneringscommissie onvoldoende geacht saneringsprogramma neerlegt, dan kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie aan het Fonds overeenkomstig de regelen bepaald in artikel 25, een administratieve geldboete opleggen van 25.000 EUR voor elk programma dat niet of niet tijdig werd meegedeeld of bij herhaling kennelijk onvoldoende geacht wordt.

§ 2. Indien het Fonds de overige verplichtingen bedoeld in artikel 10 kennelijk niet of niet tijdig naleeft, dan kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie, op basis van de beschikbare gegevens, overeenkomstig de regelen bepaald in artikel 25, een administratieve geldboete opleggen waarvan het bedrag niet hoger kan zijn dan 25.000 EUR.

Art. 25. § 1. De administratieve geldboetes bedoeld in artikel 24 worden vastgesteld overeenkomstig de artikelen 2 tot en met 10 en 12ter tot en met 13 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de toepasbare administratieve geldboetes bij inbreuk op sommige sociale wetten, met dien verstande dat :

a) voor de toepassing van de artikelen 2, 3, 6 tot en met 8 en 13 van de voornoemde wet met « werkgever » het Fonds wordt bedoeld;

b) voor de toepassing van de artikelen 5, 7 en 13 van de voornoemde wet met « arbeidsauditeur » de procureur des Konings wordt bedoeld;

c) de ambtenaar bedoeld in de artikelen 4, 6 en 10 van voornoemde wet, het lid (de leden) van de Interregionale Bodemsaneringscommissie is (zijn);

d) voor de toepassing van de artikelen 8 en 9 van de voornoemde wet met « arbeidsrechtbank » en « arbeidsgerecht » de rechtbank van eerste aanleg wordt bedoeld;

e) voor de toepassing van artikel 12ter van de voornoemde wet met « artikel 1 en 1bis » het artikel 24 van huidig samenwerkingsakkoord wordt bedoeld.

§ 2. De administratieve geldboete dient te worden voldaan binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de dag van de betekening van de beslissing die de administratieve geldboete oplegt. De administratieve geldboete is voldaan door storting of overschrijving op rekening van de Interregionale Bodemsaneringscommissie met de referenties uit de beslissing die de administratieve geldboete oplegt.

§ 3. De opbrengst van de administratieve geldboete komt toe aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

Art. 26. Het Fonds dat de beslissing van de Interregionale Bodemsaneringscommissie betwist, kan bij verzoekschrift beroep aantekenen bij de rechtbank van eerste aanleg overeenkomstig artikel 8 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de toepasbare administratieve geldboeten bij inbreuk op sommige sociale wetten. Dit beroep schorst de uitvoering van de beslissing niet.

HOOFDSTUK V. — Strafbepalingen

Art. 27. Hij die de voorschriften van artikel 4, § 1, van huidig samenwerkingsakkoord overtreedt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één week tot twee maanden en met een geldboete van tienmaal de ontdoken bijdrage, met een minimum van 250 EUR, of met één van deze straffen alleen.

In geval van herhaling wordt de geldboete verdubbeld.

Hij die de voorschriften van artikel 10 van huidig samenwerkingsakkoord overtreedt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een geldboete van 25 EUR tot 50.000 EUR of met één van deze straffen alleen.

Hij die op welke manier dan ook het toezicht zoals bepaald in huidig samenwerkingsakkoord verhindert, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een geldboete van 2,50 EUR tot 25.000 EUR of met één van deze straffen alleen.

Art. 28. De natuurlijke persoon of rechtspersoon is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de geldboetes en de kosten, met inbegrip van de gerechtskosten, waartoe zijn aangestelden, beheerders, vertegenwoordigers, vereffenaars of lasthebbers veroordeeld zijn.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 29. Teneinde de betwistingen inzake de interpretatie en de uitvoering van huidig samenwerkingsakkoord te beslechten, wordt een samenwerkingsgerecht opgericht samengesteld uit een vertegenwoordiger van elk Gewest, aangeduid door hun respectieve regeringen.

De werkingskosten van het samenwerkingsgerecht worden ten laste genomen door elke gewestregering overeenkomstig de verdeelsleutel gebruikt in artikel 16bis, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

De procedure van dit rechtscollege wordt gevoerd overeenkomstig de bepalingen terzake van de wet van 23 januari 1989 op het rechtscollege bedoeld bij artikel 92bis, §§ 5 en 6, en artikel 94, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 30. § 1. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag van de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. In afwijking van § 1 treedt artikel 4, § 1, van huidig samenwerkingsakkoord in werking op de dag van de publicatie van de statuten van het overeenkomstig artikel 9, § 4, erkende Fonds in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 13 december 2002, in vier originele exemplaren.

Voor de federale Staat :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,
J. TAVERNIER

De Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling,
O. DELEUZE

Voor het Vlaams Gewest :

De Minister-President van de Vlaamse regering,
P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Leefmilieu,
V. DUA

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu,
M. FORET

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
F.-X. de DONNEA

De Minister van Leefmilieu,
D. GOSUIN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2813

[C — 2003/27568]

22 MAI 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive du conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu l'article 135 de la nouvelle loi communale du 24 juin 1988;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 35;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment l'article 3;

Vu le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de Gestion de l'Eau;

Vu le décret du 14 mai 1984 relatif au Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 25 et 84;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution instituée par l'article 48 du décret du 7 octobre 1985, donné le 22 janvier 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, transmis le 6 février 2003;

Vu l'avis de la Société publique de Gestion de l'Eau, transmis le 4 février 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 décembre 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 8 avril 2003,

Arrête :

CHAPITRE I^{er} — Objet, définition et principes

Article 1^{er}. Le Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires fixe, dans les zones destinées à l'urbanisation ou en dehors de ces zones lorsqu'il existe des habitations, le régime d'assainissement des eaux urbaines résiduaires et les obligations qui en découlent.